

LE PLF 2025 ADOPTÉ PAR LES SÉNATEURS

Concrétiser les engagements du Président Tebboune

Le projet de loi de finances (PLF) 2025 a été adopté par le Parlement. Les membres du Conseil de la Nation ont approuvé, hier, le texte de loi, qui prévoit le plus grand budget de l'État depuis l'indépendance, avec 126 milliards de dollars. C'est un projet, a souligné le ministre des Finances, qui s'inscrit dans le cadre de la vision économique et sociale du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à favoriser l'investissement, la création de richesses et d'emplois, ainsi qu'à préserver le pouvoir d'achat des citoyens. P 3



ESSOR DES STARTUPS
EN ALGÉRIE

Des résultats concrets

Les startups en Algérie connaissent une croissance rapide, soutenue par des incitations fiscales, des financements innovants et un accompagnement ciblé. Le gouvernement encourage l'entrepreneuriat en simplifiant les démarches administratives et en développant des infrastructures telles que des incubateurs. Ce dynamisme vise à diversifier l'économie et à valoriser les talents locaux.

P 2

MINE DE PHOSPHATE
DE BLAD EL HADBA

**Lancement des travaux
d'exploitation**

Dans le cadre de la stratégie nationale visant à valoriser les ressources minières et à stimuler le développement économique du pays, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a donné, samedi dernier, le coup d'envoi des travaux pour l'exploitation de la mine de phosphate de Blad El Hadba, située dans la wilaya de Tébessa. Cette mise en exploitation marque une étape majeure pour le secteur minier algérien et renforce les ambitions du pays sur le marché international des phosphates.

P 5

NUMÉRISATION

**Signature d'une
convention-cadre
entre des banques
publiques et l'EADN**



Une convention-cadre de coopération entre les banques publiques et l'Entreprise d'appui au développement du numérique (EADN) a été signée, hier à Alger, dans le but de renforcer l'autonomie et l'innovation dans le domaine des technologies bancaires, a indiqué un communiqué du ministère des Finances.

P 3

ALGÉRIE - GRANDE-BRETAGNE

**Rencontre à la Chambre
des Lords sur le
partenariat bilatéral** P 2

ÉPARGNE ET FINANCEMENT
DE L'ÉCONOMIE

**Le ministre annonce la
création d'un Observatoire
national** P 3

PROMOTION DU SECTEUR
DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

**L'importance d'une
information douanière
précise et actualisée
soulignée** P 5

EMPLOI

Ouverture à
Alger du Salon
«ICT Job Fair
2024» de
Huawei

Le Salon de l'Emploi de Huawei " ICT Job Fair 2024", a ouvert ses portes, hier au Palais des expositions (Safex) à Alger, avec l'ambition principale de promouvoir les opportunités d'embauche des jeunes algériens dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Coïncidant avec le dernier jour du Salon international du livre d'Alger (SILA) qui se tient au même lieu, cette manifestation se veut être «un incubateur de recrutement» et réunit quelques 1.500 étudiants issus des Huawei ICT Académies à travers le pays, précisent les organisateurs. A cet effet, une centaine d'entreprises nationales et multinationales se proposent d'offrir des stages ou des emplois aux diplômés dans des secteurs techniques, tels que l'ingénierie des réseaux de systèmes, l'administration des infrastructures de télécommunications, la gestion des opérations réseaux, etc. Outre Huawei Algérie, ce Salon est organisé avec la collaboration du Conseil de Renouveau économique algérien (CREA), l'accélérateur de Start-ups «Algeria Venture», l'ambassade de la République populaire de Chine en Algérie et «Khotwa Tour». Dans son allocution d'ouverture, le vice-président de Huawei Algérie, Harry White, a fait part de l'engagement de son entreprise à «accompagner l'Algérie nouvelle dans sa stratégie de transformation numérique». De son côté, le président du CREA, Kamel Moula, a évoqué les efforts engagés par les pouvoirs publics pour encourager l'insertion des jeunes diplômés dans le marché du travail, assurant, dans ce sens, que quelque 20.000 entreprises seront en mesure de créer, à l'avenir, plus de 400.000 emplois et d'embaucher «une main-d'œuvre qualifiée».

ESSOR DES STARTUPS EN ALGÉRIE

Des résultats concrets

En Algérie, les startups connaissent une croissance rapide, soutenues par des incitations fiscales, des financements innovants et un accompagnement ciblé. Le gouvernement favorise l'entrepreneuriat en simplifiant les démarches et en développant des infrastructures comme des incubateurs. Ce dynamisme vise à diversifier l'économie et à valoriser les talents locaux.

Par Mourad A.

Comme l'a indiqué Yacine El-Mahdi Oualid, ministre de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, l'engouement pour les startups a connu une augmentation impressionnante de 224 % des startups labellisées en deux ans. L'Algérie voit ainsi émerger des champions capables d'exporter leurs produits et de devenir des acteurs clés de l'économie nationale. Créé il y a deux ans, le ministère de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises reflète une volonté de transformer l'économie algérienne en un moteur de valeur ajoutée, axé sur l'innovation et la technologie. Dans un entretien accordé au site d'information «TSA», Yacine Oualid a mis en lumière les initiatives gouvernementales pour promouvoir l'entrepreneuriat, retenir les talents nationaux et renforcer la compétitivité économique du pays. Avec une équipe jeune, d'une moyenne d'âge de 29 ans, et composée de cadres issus du secteur privé et du milieu académique, le ministère s'attèle à simplifier

les démarches pour les entrepreneurs, leur offrir un accès au financement et promouvoir leurs produits à l'international. «Notre objectif principal est de libérer les initiatives et de permettre aux jeunes de créer leurs entreprises», explique le ministre. Les startups bénéficient désormais d'un cadre réglementaire novateur. Grâce au label attribué par la plateforme startup.dz, elles accèdent à des exonérations fiscales significatives et à des financements via le Fonds algérien des startups (AFS), qui peut investir jusqu'à 150 millions de dinars par projet en phase de démarrage. « Nous offrons également des avantages fiscaux aux investisseurs privés pour encourager leur implication dans cet écosystème », ajoute le ministre. Mais le rôle du ministère ne s'arrête pas là. L'accompagnement des startups reste une priorité, avec la multiplication des incubateurs, désormais au nombre de 100. Ces dispositifs s'accompagnent de participations à des salons technologiques mondiaux, comme VivaTech et le Consumer Electronics Show (CES), pour renforcer la visibilité des startups

algériennes. Face au défi de la fuite des cerveaux, Yacine Oualid insiste sur le rôle central des startups pour retenir les talents. « Nous devons offrir des opportunités à nos talents pour qu'ils réussissent dans leur pays », souligne-t-il. Des initiatives de formation en programmation et en intelligence artificielle, ainsi que des collaborations avec les universités, contribuent à combler le déficit en compétences. La Conférence africaine des startups, prévue en décembre 2024, illustre le leadership de l'Algérie sur le continent. Avec pour thème « Réimaginer l'Afrique avec l'IA », cet événement réunira plus de 500 startups et des experts de renom pour discuter des enjeux du numérique et de l'intelligence artificielle. À ceux qui hésitent à se lancer, Yacine Oualid rappelle : « L'Algérie a besoin d'entrepreneurs ambitieux et innovants pour construire une économie diversifiée et prospère. » Grâce à ces initiatives, l'Algérie s'affirme comme un terreau fertile pour les startups, offrant à ses jeunes talents un environnement propice pour rêver, innover et réussir.

ALGÉRIE- GRANDE BRETAGNE

Rencontre à la Chambre des Lords
sur le partenariat bilatéral

La Chambre des Lords britannique a abrité, jeudi dernier à Londres, une rencontre dédiée aux relations algéro-britanniques, rassemblant des personnalités politiques et des représentants de Groupes économiques et des milieux d'affaires pour débattre la mise en connexion et la promotion des liens d'affaires entre les opérateurs des deux pays. Les dirigeants du Conseil d'Affaires algéro-britannique (ABBC) -initiateurs de cette rencontre devenue une tradition annuelle- qui capitalisent de plus de 15 ans d'expérience dans la mise en connexion et la promotion des liens d'affaires entre les deux pays, ont affirmé que "l'Algérie a pris son envol et se développe", soutenant que "le Royaume-Uni devrait l'accompagner". La Baronne Symons, ancienne ministre d'Etat au Commerce, ancienne ministre d'Etat aux Affaires Etrangères, en charge de la région Mena et présidente de la Chambre de commerce arabo-britannique, a souligné que "l'économie de l'Al-

gérie se modernise et se diversifie, le climat des affaires est propice et le nouveau code des investissements offre de nombreux stimulants fiscaux", affirmant que "le temps est, donc, à la revitalisation des relations bilatérales". D'autant plus, a assuré l'Ambassadeur d'Algérie au Royaume-Uni, M. Nourredine Yazid, le pays jouit de la stabilité politique et offre à l'exploration et au développement de nombreux domaines d'investissement comme les startups, l'Intelligence artificielle et, plus prometteur encore, le secteur de l'agriculture. Et d'ajouter: La réélection du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune et sa détermination à libérer l'Algérie de la dépendance aux hydrocarbures constituent des facteurs adjuvants devant encourager les hommes d'affaires britanniques à aller fructifier davantage leur capitaux dans le pays le plus attractif de la région. Ainsi, M. Yazid s'est réjoui de "la qualité des relations bilatérales", exprimant sa conviction

que la prochaine session du dialogue stratégique constituera "une nouvelle occasion pour explorer de nouveaux secteurs de coopération". Pour sa part, la présidente de l'ABBC, Mme Olga Maitland qui a effectué d'innombrables voyages en Algérie, a indiqué que l'Algérie, "plus qu'attractif, elle est en mouvement, est créative et innovante et dispose d'un secteur privé très énergique". Le Commissaire au Commerce britannique pour l'Afrique, M. John Humphrey, a saisi l'opportunité pour rassurer les investisseurs potentiels qu'il les accompagnera, conformément à sa mission, tout au long du processus. De son côté, le patron du Fonds d'investissement "Tell Group", Yacine Bouhara, a affirmé que de nombreux produits algériens ont leurs place sur le marché britannique. Au terme de la rencontre, les organisateurs ont été unanimes à dire, "Il y a un marché à explorer en Algérie, il faut s'en saisir".

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PLF 2025 ADOPTÉ PAR LES SÉNATEURS

Concrétiser les engagements du Président Tebboune

Le projet de loi de finances (PLF) 2025 a été adopté par le Parlement. Les membres du Conseil de la nation ont approuvé, hier, le texte de loi, contenant le plus grand budget de l'Etat depuis l'indépendance, avec 126 milliards de dollars. C'est un projet, dira le ministre des Finances, qui s'inscrit dans le cadre de la vision économique et sociale du président de la République M. Abdelmadjid pour favoriser l'investissement, la création des richesses et de l'emploi et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens.

Par Sirine R

En effet, le PLF 2025 porte dans ses détails une vision stratégique dont l'objectif est la concrétisation du développement durable et le renforcement de la stabilité économique et sociale, a détaillé le ministre Laaziz Faïd dans une déclaration à la presse, au terme d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée au vote du texte de loi de finances 2025. Il a précisé que le «PLF 2025 contribuera au développement des investissements, et à la création des richesses et des emplois, en plus de l'élargissement du système fiscal suivant les aspirations du citoyen algérien».

Pour le ministre, l'adoption de ce projet permettra de consolider les acquis des cinq dernières années en matière de pouvoirs d'achat et d'équilibres financiers. «Nous allons envoyer des messages forts pour les investisseurs car nous allons réunir les conditions favorables pour implanter les investissements afin de concrétiser les engagements du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune pour la création de 2 millions d'emplois, atteindre un PIB de 400 milliards de dollars et investir dans les grands projets qui sont déjà engagés» a-t-il souligné, en rassurant les citoyens que le PLF 2025 a été élaboré avec l'objectif de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et garantir la continuité des programmes de développement social et des subventions. De plus, elle «consacre l'engagement du Gouvernement à réaliser les équilibres financiers, la transparence et la durabilité», a-t-il poursuivi, appelant l'ensemble des acteurs dans les secteurs public et privé à faire aboutir les réformes et à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs tracés en faveur d'une croissance économique inclusive. Le ministre a renouvelé l'engagement des pouvoirs publics pour impliquer l'ensemble des partenaires économiques et so-

ciaux dans la gestion des finances du pays pour faire réussir les politiques et les réformes englobées par cette loi : « Ce partenariat est primordial pour atteindre les objectifs escomptés de développement économique durable et global » a-t-il encore expliqué.

Un nouveau pas dans un long processus de réformes

Poursuivant son intervention, le ministre a assuré que l'adoption par les deux chambres du parlement du PLF 2025 constitue un nouveau pas dans un long processus de réformes voulu par les pouvoirs publics. « L'année prochaine connaîtra plusieurs nouvelles initiatives et des mesures exécutives qui renforceront le système fiscal et développeront la transformation numérique dans le secteur des finances publiques » a-t-il indiqué, en précisant que plusieurs réformes seront lancées en 2025 pour améliorer le recouvrement fiscal. En effet, des mesures et initiatives réalistes seront prises, l'année prochaine, pour améliorer le recouvrement fiscal et promouvoir la transformation numérique des finances publiques, précise-t-il.

Promouvoir l'économie nationale et améliorer le cadre de vie du citoyen

Le texte de loi de finances pour l'année 2025, adopté samedi par le Conseil de la Nation, prévoit plusieurs mesures visant à promouvoir l'investissement et à soutenir l'économie nationale mais aussi à soutenir le pouvoir d'achat et améliorer les conditions de vie des citoyens. Dans ce cadre, le texte de loi autorise le Trésor public à émettre des titres «sukuk souverains», permettant aux personnes physiques et morales de participer au financement des infrastructures et/ou des équipements publics marchands de l'Etat, avec l'exemption de l'Impôt sur le revenu global (IRG) et

l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) pour une durée de cinq ans, des produits de ces Sukuk, émis par le Trésor ou négociés dans un marché organisé. S'ajoute à cela, une exemption des droits d'enregistrement et de publicité foncière, pour une durée de cinq ans, des Sukuk souverains, pendant toute la durée de leur maturité. Le texte prévoit également la réduction pour une période de cinq ans de l'abattement de 50% en matière d'IRG et d'IBS au profit des revenus réalisés dans les wilayas du Sud. Et dans l'objectif d'encourager l'entrepreneuriat et l'innovation, un abattement correspondant à 30% du bénéfice comptable, dans la limite de 200 millions de DA, est prévu dans le texte, au titre des dépenses effectuées dans le cadre de la recherche et du développement en entreprise et celles engagées dans le cadre des programmes d'innovation ouverte réalisés avec les start-up et les incubateurs, pour la détermination du bénéfice imposable. Dans le volet de la numérisation, le texte de loi prévoit l'exonération de la TVA et des droits de douane, des terminaux de paiement électronique (TPE) et des kits destinés à l'assemblage de ces terminaux, jusqu'au 31 décembre 2027. Par ailleurs, le texte propose d'augmenter de 150 milliards à 275 milliards de dinars, le capital du Fonds national d'investissement (FNI) et d'étendre la garantie accordée par le Fonds de garantie des crédits au PME (FGAR), aux banques et aux établissements financiers, à l'ensemble des crédits consentis (actuellement prévue uniquement pour les crédits d'investissements). Par ailleurs, le texte de loi autorise le Trésor à prendre en charge les intérêts pendant la période de différé et la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques, à hauteur de 100%, dans le cadre de la réalisation des logements du programme de type location-vente, d'une consistance de 135.000 logements au titre de l'année 2025.

EPARGNE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le ministre annonce la création d'un Observatoire national

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, jeudi, la création de l'Observatoire national de l'épargne et du financement de l'économie, qui aura pour mission la collecte, l'étude et le suivi des données nationales et internationales relatives à l'épargne. Cette annonce a été faite par M. Faïd, en présidant l'ouverture d'une Journée d'information, intitulée "Mobilisation de l'épargne dans le secteur financier: défis et perspectives", organisée dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'épargne, en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, ainsi que des directeurs généraux de banques et des Présidents-directeurs généraux de compagnies d'assurances. Dans son allocution à l'ouverture de cet événement, organisé par l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), en collaboration avec l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), le ministre a déclaré : "j'annonce officiellement la création de l'Observatoire national de l'épargne et du financement de l'économie, qui aura plusieurs missions, à savoir la collecte de données sur les comportements d'épargne des ménages et des entreprises".

Il sera également chargé d'étudier les flux financiers des différents secteurs économiques à l'instar des PME, des grandes entreprises, et des ménages, et ce, "afin d'évaluer les sources de financement (banques, marchés financiers, financements alternatifs) et de définir les éventuels dysfonctionnements, précise le ministre. L'Observatoire assurera, selon le ministre, le contrôle des tendances nationales et internationales pouvant impacter l'épargne et le financement de l'économie, tels que les évolutions réglementaires, les innovations technologiques ou les politiques monétaires, en sus de la formulation de recommandations au ministre des Finances en vue d'améliorer la mobilisation et l'orientation de l'épargne vers les principaux secteurs de l'économie, ainsi que le renforcement de l'inclusion financière. L'Observatoire siègera au niveau de la Direction générale du Trésor au ministère des Finances, laquelle assurera la présidence de l'Observatoire, qui comptera parmi ses membres des représentants des associations professionnelles des banques et du secteur des assurances, ainsi que des établissements chargés de l'encadrement et de la gestion du marché financier, outre, la Direction générale de la prévision et des politiques.

NUMÉRISATION

Signature d'une convention-cadre entre des banques publiques et l'EADN

Une convention-cadre de coopération entre les banques publiques et l'Entreprise d'appui au développement du numérique (EADN) a été signée, hier à Alger, visant à renforcer l'autonomie et l'innovation dans le domaine des technologies bancaires, a indiqué un communiqué du ministère des Finances. La cérémonie de signature de cette convention-cadre, s'inscrivant dans le cadre de la modernisation et de la numérisation du secteur bancaire national, s'est déroulée au siège du ministère et a été présidée par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, conjointement avec le ministre de la Poste et des télécommunications, Karim Bibi Triki, a précisé la même source. Cet accord marque, selon le communiqué, "un tournant stratégique pour le secteur

des finances, visant à renforcer l'autonomie et l'innovation dans le domaine des technologies bancaires". Intervenant à cette occasion, M. Faïd a mis en lumière l'importance de ce partenariat entre les banques publiques et l'EADN, qui "traduit la volonté de renforcer l'autonomie des banques dans le domaine sensible des systèmes d'information". Lors de son discours, M. Faïd a ajouté que "cette initiative s'inscrit en droite ligne des orientations des pouvoirs publics de faire émerger un champion national dans ce domaine". Cette convention-cadre marque aussi "une étape cruciale vers l'optimisation des ressources nationales et incarne une vision collective d'amélioration et de modernisation des infrastructures bancaires", a-t-il également fait savoir. "En s'appuyant sur

ce partenariat stratégique, les banques publiques bénéficieront d'une plateforme moderne, flexible et évolutive, conçue pour répondre aux besoins du secteur financier et aux défis futurs", a soutenu M. Faïd, en affirmant que "l'EADN jouera un rôle fondamental en prenant en charge l'acquisition, l'implémentation, l'intégration et la maintenance des systèmes d'information pour quatre banques publiques, ainsi que la formation, le suivi et la mutualisation des infrastructures pour d'autres institutions bancaires". Aussi, l'EADN développera "ces capacités et son expertise, avec des ressources locales, en vue de les mettre au service des plans de modernisation des systèmes d'information des banques", a relevé M. Faïd, tout en assurant que "cette démarche vise à

développer des compétences locales, contribuant ainsi à l'essor d'une expertise nationale solide au service de la transformation numérique des banques". Dans ce cadre, le ministre des Finances a exprimé "sa reconnaissance envers toutes les équipes ayant œuvré à la concrétisation de ce projet ambitieux" et "sa certitude que cette collaboration entre les banques publiques et l'EADN permettra de développer un système bancaire performant, novateur et à la hauteur des ambitions nationales". "Cet engagement commun ouvre la voie à un écosystème bancaire plus résilient et compétitif, soutenant ainsi la modernisation de l'économie nationale et le renforcement de la souveraineté technologique de l'Algérie", a-t-il encore souligné.

R.E.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours du nickel et de l'or en forte baisse

Le cours des matières premières ont connu une forte baisse sur les marchés mondiaux dans le sillage notamment des décisions attendues aux Etats-Unis après l'élection du président Donald Trump. Le cours du nickel est tombé à 15.555 dollars la tonne durant la séance de vendredi, son prix le plus faible depuis septembre 2020. Le cours de l'or continue aussi de reculer cette semaine, le lingot a perdu plus de 6% de sa valeur, s'éloignant de son record historique de fin octobre, à 2.790,10 dollars l'once. Vendredi, l'once d'or s'échange à 2.568,73 dollars, contre 2.684,77 dollars sept jours plus tôt. Les prix de l'or, mais aussi de l'argent, du palladium et du platine sont tous tombés jeudi à des plus bas depuis mi-septembre. Les métaux précieux souffrent des perspectives de droits de douane renforcés sous un mandat Trump, qui pourraient affecter les importations vers les Etats-Unis. Toutefois, les cours du cacao se sont envolés de près de 23% cette semaine, propulsés par le report d'une réglementation européenne contre l'importation de produits agricoles en provenance de zones déboisées et avec des difficultés rencontrées dans la récolte et la livraison en Afrique de l'Ouest. La tonne de cacao pour livraison en mars vaut 6.900 livres vendredi à Londres, contre 5.616 livres une semaine plus tôt. A New York, la tonne pour livraison le même mois s'échange à 8.630 dollars, contre 6.987 dollars vendredi dernier à la clôture.

RÉALISATION DE STATIONS DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Sonatrach réceptionne une nouvelle cargaison d'équipements

Le groupe Sonatrach a réceptionné, jeudi au niveau de, à l'aéroport international Houari Boumediene, une nouvelle cargaison d'équipements destinés à la réalisation de cinq (5) stations de dessalement de l'eau de mer, à bord du plus grand avion cargo du monde, indique un communiqué du Groupe. «En concrétisation du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité hydrique en Algérie, à travers le dessalement de l'eau de mer au titre du programme national complémentaire pour la réalisation de cinq grandes stations de dessalement de l'eau de mer d'une capacité globale de 1,5 million m3/jour, le groupe Sonatrach a procédé via ses filiales et en



application des orientations du PDG du groupe, Rachid Hachichi, au lancement d'un nouveau pont aérien, depuis septembre dernier, pour transporter les équipements et le matériel destinés à ces projets», lit-on dans le communiqué.

Ce pont aérien utilise le plus grand avion cargo commercial du monde, ANTONOV (AN-124) pour assurer le maintien de la cadence accélérée de réalisation des projets et leur réception dans les délais impartis, selon la même source. Dans ce cadre, le Groupe a ré-

ceptionné une nouvelle cargaison contenant 49 tonnes d'équipements à bord d'un avion qui a atterri, jeudi à l'aéroport international Houari Boumediene, consistant en stations isolées au gaz (GIS). Cette cargaison a été réceptionnée par des représentants de la société Algerian Energy Company (AEC) et la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI), filiales du Groupe Sonatrach, ajoute le communiqué. Les efforts consentis et les mesures prises par le Groupe Sonatrach reflètent l'engagement de ce dernier pour «la livraison de ces projets vitaux dans les délais impartis», eu égard à leur importance stratégique et leur lien direct avec la sécurité hydrique du pays, conclut le communiqué.

ENVIRONNEMENT

Vers un contrôle renforcé des carrières

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a affirmé, à l'Assemblée populaire nationale (APN), que ses services veillaient à assurer la conformité des carrières opérant sur le territoire national, aux normes environnementales, à travers l'intensification des opérations de contrôles. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, tenue sous la présidence du vice-président de l'APN, Souleyman Zerkani, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, et de membres du Gouvernement, Mme Dahleb a fait savoir que les directions de l'environnement des wilayas, multiplieraient leurs visites sur terrain pour contrôler et inspecter

les carrières, en vue de faire respecter les normes et prendre les mesures nécessaires pour la préservation de l'environnement et de la santé des citoyens. Elle a rappelé, dans ce cadre, que les directions de l'environnement avaient effectué, dans le cadre des commissions de wilaya chargé du contrôle des entreprises classées ou dans le cadre des commissions mixtes en collaboration avec les services concernés, notamment l'Agence nationale des activités minières (ANAM), la direction de l'énergie et des mines, la Gendarmerie nationale et

les APC, des opérations de contrôle des carrières afin de s'enquérir des impacts négatifs engendrés par leurs activités. Les dites commissions avaient émis une série de recommandations inspectées dont l'arrosage régulier des carrières et des chemins adjacents, l'implantation des arbres à l'intérieur comme à l'extérieur des carrières, a fait savoir la ministre. Il a été recommandé également l'ouverture des issues spéciales au niveau des autoroutes au vu du trafic intense des camions générant la poussière.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 13 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Novembre 2024

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة			
DA / Kg			دج / كغ			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	91	112	70	البطاطا	خضار طازجة
	Tomate	168	189	147	الطماطم	
	Oignon sec	51	59	44	البصل الجاف	
	Ail sec	426	485	367	الثوم الجاف	
	Carotte	78	87	68	الجزر	
	Navet	91	102	79	لفت	
	Poivron	128	145	111	الفلفل الاخضر	
	Piment	143	163	123	الفلفل الحار	
	Courgette	123	139	107	الكوسة	
	Haricot vert	166	185	148	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	110	123	96	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	349	453	246	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	492	621	364	التمر	
	Raisin	238	281	194	العنب	
	Grenade	142	173	111	الرمان	
	Banane	411	426	396	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1771	1897	1644	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	436	448	424	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

MONNAIE

Le dollar recule mais reste fort

Le dollar poursuivait son tassement vendredi, mais restait en position de force face à la plupart des grandes monnaies du globe, au point d'inciter les banques centrales à la prudence face au durcissement de la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 20H20 GMT, le Dollar Index, qui compare le billet vert à un panier de six devises, était quasiment stable (+0,05%), à 106,725. "On a une petite consolidation sur le dollar, qui est technique, mais aussi liée à une déception sur les ventes de détail" aux Etats-Unis, a décrit Elias Haddad, de Brown Brothers Harriman. Les ventes de détail ont progressé de 0,4% sur un mois en octobre, soit mieux que les 0,3% annoncés par les économistes. Mais l'indice de base (control group), qui exclut notamment l'automobile, l'essence et les matériaux de construction, s'est replié de 0,1%, contre une hausse attendue de 0,3%. Le dollar a aussi été pénalisé par un léger reflux des taux obligataires. Le rendement à 2 ans reculait à 4,29%, contre 4,34% la veille en clôture.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	425,00	0,00	0,00	-0,81	8,20	7,06	34	14 450,00
BIOPHARM	BIO	2 291,00	2296,00	0,22	0,21	-0,26	6,89	7,84	1000	2 296 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2279,00	+1,74	0,35	-0,33	11,99	5,48	27850	63 014 350,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	-0,67	-5,26	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-14,61	2,03	-	0	0,00

MINE DE PHOSPHATE DE BLED EL HADBA

Lancement des travaux d'exploitation

Dans le cadre de la stratégie nationale visant à valoriser les ressources minières tout en stimulant le développement économique du pays, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a donné le coup d'envoi, samedi dernier, du lancement du projet de la mine de phosphate de Blad El Hadba, située dans la wilaya de Tébessa. Cette mise en exploitation constitue une étape majeure pour le secteur minier algérien et renforce les ambitions du pays sur le marché international des phosphates.

Par M A.

Disposant de réserves estimées à 2,2 milliards de tonnes, la mine de Bled El Hadba se classe parmi les plus grandes au monde, positionnant l'Algérie au quatrième rang mondial pour ce minerai stratégique. Dans une déclaration à la presse, Arkab a affirmé que cette mine permettra d'augmenter la production nationale de phosphate brut à plus de 10 millions de tonnes par an. Parmi ce volume, 6 millions de tonnes seront destinées à la transformation et à l'exportation, générant des revenus annuels estimés à plus de 6 milliards de dollars. « L'Algérie se positionnera comme un acteur majeur sur le marché international et deviendra un pôle minier d'envergure mondiale », a-t-il déclaré. En plus de son impact économique, le projet de Bled El Hadba contribuera à diversifier et dynamiser les activités économiques et commerciales, tant au niveau local que national. Le ministre a également souligné les retombées sociales de cette exploitation, avec la création de milliers d'emplois directs et indirects, offrant ainsi de nouvelles pers-

pectives aux habitants de la région. Il a ajouté que « l'importance de ce projet réside également dans la production d'engrais phosphatés et azotés, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire du pays, dans le cadre de la stratégie nationale visant à garantir cette sécurité, notamment à travers la création d'un grand nombre de zones agricoles nécessitant des quantités importantes d'engrais pour préparer les sols ». Poursuivant son intervention, le ministre a affirmé que « le projet sera réalisé exclusivement avec des compétences algériennes, et les deux groupes Sonatrach et Sonarem, soutenus par des cadres des universités algériennes. Celui-ci s'étendra sur une période de deux ans, avant de commencer l'exploitation effective début 2027, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune ». Arkab a rappelé que ce projet, auquel le président de la République accorde une « importance capitale », a traversé plusieurs phases, soulignant qu'un programme de travail a été établi pour préparer le site de la mine et construire les usines associées entre 2024 et 2026, en vue de leur mise en service effective

début 2027. À cette date, la production sera de 6 millions de tonnes de phosphate brut à Bled El Hadba et de 5 millions de tonnes d'engrais (à Oued Kebrit, Souk Ahras), destinés à la préparation des sols pour assurer la sécurité alimentaire. Ce projet, mené par la société mixte algéro-chinoise Algerian Chinese Fertilizers Company, représente un investissement colossal de 7 milliards de dollars. Il comprend la création de 21 unités de traitement réparties entre Souk Ahras, Annaba et Biskra, et vise à produire 6 millions de tonnes d'engrais par an à partir de 10 millions de tonnes de minerai de phosphate, générant près de 30 000 emplois directs et indirects. Considéré comme un pilier économique stratégique, ce mégaprojet s'inscrit dans une série d'initiatives nationales, telles que la mine de fer de Gara Djebilet et la mine de zinc d'Oued Amizour. Le président Abdelmadjid Tebboune a insisté sur l'importance de respecter les délais fixés, avec une échéance à 2027, pour l'achèvement de ces projets structurants qui visent à diversifier l'économie nationale et à renforcer sa compétitivité sur la scène internationale.

GAZ

L'Algérie vise une production supplémentaire de 20 milliards m3/an

Par M A.

L'Algérie a récemment lancé un appel d'offres qui pourrait entraîner une augmentation significative de sa production gazière, avec un objectif de 20 milliards de mètres cubes par an d'ici cinq à dix ans. Cette annonce a été faite par Mourad Beldjehem, responsable de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), lors de son intervention à la Semaine de l'Énergie en Afrique à Cape Town (Afrique du Sud). Selon des estimations préliminaires de « Argus Media », société internationale spécialisée dans la fourniture de données et d'analyses pour les marchés de l'énergie et des matières premières, cette production pourrait atteindre ces niveaux dès deux ans, pour les premiers volumes. Cela représenterait environ 40 % des exportations gazières actuelles de l'Algérie, principalement destinées à l'Europe via des gazoducs sous-marins et des méthaniers. Cette augmentation de la production est d'une importance stratégique pour l'Algérie, qui cherche à accroître sa part de marché sur le marché gazier européen, en particulier après l'interruption des livraisons de gaz russe vers l'Europe en 2022. L'Algérie, l'un des principaux fournisseurs de gaz du continent, voit dans cette initiative une opportunité de diversifier et d'in-

tensifier ses exportations vers l'Europe, alors même que la demande de gaz y est de plus en plus pressante. Le premier appel d'offres, annoncé le mois dernier, fait partie d'une série de cinq appels qui seront lancés chaque année jusqu'en 2028. Ce tour de table est axé sur les gisements de gaz terrestres, avec cinq des six blocs proposés contenant des découvertes de gaz, et un bloc dédié à un champ pétrolier en production, qui pourrait bénéficier de techniques de récupération améliorée. Mourad Beldjehem a précisé que ces opportunités combinent exploration, développement et exploitation, un modèle destiné à offrir aux entreprises pétrolières et gazières internationales (IOC) un retour rapide sur investissement tout en les incitant à réaliser des travaux d'exploration avancée. "Nous devons faire plus de découvertes pour remplacer nos réserves", a-t-il ajouté, soulignant que, pour l'heure, seule Sonatrach, la société nationale, mène des activités d'exploration dans le pays. Les conditions contractuelles ont été améliorées grâce à la loi sur les hydrocarbures de 2021, une évolution majeure par rapport au dernier appel d'offres de 2014, qui avait donné des résultats décevants. Ces changements ont été salués par des dirigeants de grandes entreprises pétrolières occidentales, qui ont déclaré à « Argus Media » qu'elles

observeraient de près cette nouvelle opportunité. Par ailleurs, l'Algérie mène des négociations bilatérales avec plusieurs IOC pour finaliser 13 contrats, dont quatre pourraient être signés d'ici la fin de l'année. L'entrée de grandes majors américaines, telles qu'ExxonMobil et Chevron, est également en cours de discussion. Ces géants du pétrole ont exprimé leur intérêt pour les vastes réserves de gaz de schiste de l'Algérie, ainsi que pour son infrastructure gazière développée et sa proximité avec les marchés européens. Les négociations ont maintenant atteint la phase "commerciale", ce qui pourrait marquer un tournant dans la coopération de l'Algérie avec ces acteurs majeurs de l'industrie énergétique mondiale. L'Algérie a déjà réalisé des progrès notables dans l'augmentation de sa capacité de production de pétrole et de gaz ces dernières années. En 2023, la production de gaz commercialisé a atteint un niveau record de 101 milliards de mètres cubes. Cependant, les exportations, qui se sont élevées à 52 milliards de mètres cubes, restent inférieures aux 60 milliards de mètres cubes par an enregistrés au milieu des années 2000. Le pays poursuit donc son objectif de nouvelles découvertes pour maximiser ses capacités et garantir son rôle de fournisseur clé pour l'Europe dans les années à venir.

PROMOTION DU SECTEUR DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES L'importance d'une information douanière précise et actualisée soulignée

L'importance d'une information douanière " précise et actualisée " sur le développement de la production et l'exportation des produits pharmaceutiques a été soulignée samedi à Constantine au cours d'une journée régionale d'information organisée par les Douanes algériennes au profit des opérateurs économiques activant dans le domaine des médicaments. L'Etat a mis en place d'importantes mesures et facilitations pour accompagner les opérateurs économiques, dont ceux versés dans le domaine de la production pharmaceutiques " qu'il faut communiquer, expliquer et médiatiser " pour rentabiliser au maximum l'effort déployé dans ce sens, a souligné, Amel Rehab, sous directrice de la communication et de l'information auprès de la direction régionale des Douanes de Sétif . Selon la même responsable, les services des Douanes œuvrent également à travers ce genre de manifestation à "offrir un accompagnement de terrain en orientant les opérateurs économiques ciblés et leur donner les consultations réglementaires et techniques nécessaires ". Parmi les facilitations citées durant cette journée régionale d'information qui s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme de communication de ce corps constitué figure le système " ALCES " lancé depuis novembre 2023 et qui vise à simplifier les procédures douanières pour davantage de transparence et de célérité dans la conclusion des opérations du commerce extérieur. Ce service numérique qui vient " révolutionner " la transaction douanière en garantissant aux producteurs et exportateurs la flexibilité des procédures et la réduction des coûts et délais, permet également d'assurer l'efficacité des mécanismes de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et douanières au service du développement économique national, a estimé la même responsable. Les avantages douaniers et fiscaux accordés, notamment en matière d'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur certaines matières premières entrant dans la production des médicaments ont été expliqués par les cadres douaniers présents qui ont également évoqué les avantages liés à la réduction des délais de dédouanement via le circuit vert. De leur cotés les opérateurs économiques versés dans le domaine de la production et l'exportation des produits pharmaceutiques présents à cette rencontre ont mis l'accent sur l'impact de la politique nationale de soutien et de promotion des exportations sur le développement du marché des médicaments en Algérie et la mise en place d'un système de concurrence loyale servant l'économie nationale. La journée régionale d'information a été organisée à l'initiative de la direction régionale des Douanes de Constantine en collaboration avec les directions régionales des Douanes de Tébessa, Sétif et d'Annaba et a été marquée par la présence des autorités locales et des représentants des directions locales de l'industrie, du commerce et de la promotion des exportations et des impôts. La rencontre a été également marquée par l'ouverture du 8ème Salon de la pharmacie, de la parapharmacie et du bien-être (Saidalya) avec la participation de nombreux pharmaciens, producteurs et exportateurs de produits pharmaceutiques ainsi que des professionnels du secteur de la santé.

R E.

HASSI MESSAOUD- ILLIZI

Sonatrach consacre plus de 2 milliards DA pour la réhabilitation d'un tronçon de la RN 3

Le groupe Sonatrach a consacré une enveloppe de 2,56 milliards DA pour le financement du projet de réhabilitation d'un tronçon de la route nationale (RN) 3 reliant Hassi Messaoud et la wilaya d'Illizi. Ce financement a été annoncé lors d'une réunion au siège de la wilaya en présence du Secrétaire général de la Sonatrach, Abdelkader Zerrouki, et des autorités locales pour la signature de la convention portant réhabilitation de 40 km de la route précitée.

Un axe routier névralgique du Sud-Est du pays. Le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, a mis en exergue le rôle complémentaire entre les collectivités locales et les entreprises nationales, dont la Sonatrach, qui assure un rôle de premier ordre en termes de développement économique à travers le pays. La réhabilitation de ce tronçon d'un axe routier névralgique du sud-est du pays revêt une importance particulière dans le développement économique, commercial et sécuritaire, a souligné M. Filali, appelant à l'étude d'une autre opération de réhabilitation d'un tronçon de 60 km de cette même route.

Pour sa part, le SG du groupe Sonatrach a affirmé que la première tranche de la RN-3 sur l'axe Hassi Messaoud -Illizi a été confiée à l'Entreprise nationale de génie civil et du bâtiment (ENGCB, relevant du groupe Sonatrach). Il a indiqué, en outre, que le financement, au titre du budget d'investissement social de la Sonatrach pour l'exercice prochain, de la deuxième tranche de cet axe routier sera examiné.

GHARDAÏA

L'utilisation des énergies renouvelables dans l'agriculture en débat

L'utilisation des applications des énergies renouvelables dans l'agriculture a été le thème central de la 1ère conférence scientifique internationale sur les énergies renouvelables dans l'agriculture, ouverte mercredi au siège de l'Unité de recherche appliquée en énergies renouvelables (URAER) de Ghardaïa, affiliée au Centre de développement en énergie renouvelable (CDER) de Bouzareah (Alger).

Organisée par l'URAER, cette rencontre de deux journées vise à intégrer les énergies renouvelables dans les systèmes agricoles et d'encourager l'adoption de pratiques agricoles durables et résilientes face aux défis climatiques, tout en améliorant la productivité et la sécurité alimentaire. Réunissant une pléiade d'experts, chercheurs et universitaires algériens, avec une participation par vidéoconférence d'experts étrangers (Inde et France), la rencontre vise à instaurer la synergie nécessaire entre les énergies renouvelables durables et le secteur de l'agriculture dans toutes ses filières, ont indiqué les organisateurs. » Cette synergie revêt une importance cruciale dans la réalisation du développement durable et de la sécurité alimentaire dans notre pays », a expliqué, à l'APS, Djelloul Djafer, directeur de l'URAER de Ghardaïa. Et d'ajouter que l'importance de

cette rencontre réside dans le rapprochement des travaux de recherche et les réalisations scientifiques de l'URAER des experts et représentants (privés et publics) des agriculteurs autour des innovations et des solutions durables pour l'épanouissement et le développement du secteur agricole. « Nous nous attelons à offrir des solutions prometteuses pour répondre aux besoins croissants du secteur de l'agriculture et des ressources en eau, à partir de l'utilisation d'une énergie renouvelable propre et peu coûteuse afin de réduire le coût de revient des produits agricoles », a souligné M. Djafer.

De son côté, le directeur de l'unité de recherche des énergies renouvelable dans le milieu saharien d'Adrar, affiliée au CDER de Bouzareah, Ahmed Hadjadj, a affirmé que l'objectif de cette rencontre scientifique est de donner forme aux travaux de re-

cherche et de concrétiser les projets de nos unités de recherche, afin de contribuer au développement de l'agriculture, un secteur vital et stratégique, en raison particulièrement des défis environnementaux auxquels est confronté notre pays, notamment à cause de la sécheresse, et de répondre aux besoins croissants en eau et en produits agricoles stratégiques.

Au programme de la rencontre figurent plusieurs conférences et exposés couvrant des thèmes variés, tels que l'énergie solaire dans l'irrigation agricole, le séchage solaire des produits agricoles, les chauffage et refroidissement solaire pour les serres agricoles, l'intégration des énergies renouvelables dans les élevages et l'aquaculture, la bioénergie dans l'agriculture et l'intelligence artificielle dans les systèmes énergétiques agricoles.

BOUMERDÈS

La wilaya «bientôt» dotée d'un nouveau pôle universitaire

Les travaux de réalisation d'un pôle universitaire de 4.000 places pédagogiques à l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès seront « bientôt » achevés, a-t-on appris, mardi, de la direction des équipements publics. « Ce projet, dont le taux d'avancement est actuellement estimé à 90% et attendu à la livraison avant fin 2024, représente la 1ère tranche d'un important projet visant la réalisation d'un pôle universitaire de 9.000 places pédagogiques sur une assiette de 20 hectares », a indiqué

le directeur local des équipements publics, Fethi Mustapha Maâzouz. Sur ce total de places pédagogiques prévues à la réalisation, 2.000 sont destinées à la faculté des sciences médicales, dont le chantier sera prochainement lancé, tandis que 1.000 autres places seront affectées au renforcement de la filière de génie électronique et électrique de la faculté des sciences et de l'ingénierie, a détaillé M. Maâzouz. Le reste des places seront affectées au renforcement des capacités d'accueil de

nombreuses filières et spécialités, dont la physique et l'informatique de la faculté des sciences, a-t-il précisé. Ce projet, ayant enregistré un certain retard en raison des oppositions des propriétaires d'assiettes foncières, entre autres, englobera, également, une bibliothèque universitaire avec des salles de lecture et de recherche, un amphithéâtre de 500 places et deux salles de 250 places chacune, en plus d'autres commodités pédagogiques, selon la même source. Lors d'une visite d'inspection effectuée

dernièrement à ce projet, la wali de Boumerdès, Fouzia Naâma avait assuré qu'elle accordait « une grande importance à ce projet de nature à améliorer les capacités d'accueil de l'université, au même titre que ses prestations pédagogiques ». Elle a, à ce titre, instruit les responsables en charge de ce projet de la nécessité d'« accélérer les travaux en vue de sa livraison dans les délais impartis, au regard du besoin de la wilaya pour ce nouveau temple du savoir ».

ORAN

Plus de 400 participants aux 8^{es} Journées internationales de médecine physique et réadaptation

Les 8èmes journées internationales de médecine physique et de réadaptation du CHU d'Oran se sont ouvertes vendredi dans la wilaya d'Oran, avec la participation de plus de 400 spécialistes nationaux et étrangers. Des spécialistes d'établissements hospitaliers du pays et des experts de France, de Grande Bretagne, de Tunisie et du Liban, entre autres, participent à ces journées scientifiques, organisées par l'Observatoire du handicap, de la réadaptation et de l'éthique en santé (OHRES) du CHU d'Oran, en collaboration avec le Service de médecine physique et de réadaptation (MPR) du même établissement sanitaire. A ce titre, le président de ces journées, Pr Khaled Layadi, également responsable de l'OHRES et du service de MPR, a souligné que la médecine physique et de

réadaptation est "le parfait exemple de la spécialité holistique, grâce à ses dimensions physique, cognitive, psychologique, sociale et environnemental". "Elle est, également, interdisciplinaire et intéresse un large champ de professionnels, tant médecins que paramédicaux, kinésithérapeutes, ergothérapeutes, orthophonistes, neuropsychologues et psychologues", a-t-il relevé. Ces journées seront "une occasion privilégiée pour des échanges entre intervenants et participants dans le cadre de la formation continue à travers des ateliers et des tables rondes", a ajouté le spécialiste. "Cet événement a comme autre objectif, outre l'échange et l'enrichissement des connaissances et des compétences, la formation des jeunes avec l'espoir de les inciter à explorer davantage les multiples

facettes de cette spécialité", a-t-il déclaré. Les thématiques abordées incluent notamment la neuro-réadaptation, la spasticité, la paralysie cérébrale, ainsi que la réadaptation fonctionnelle pour des pathologies neurologiques, telles que les AVC, la maladie de Parkinson, la sclérose en plaques et les lésions médullaires souvent liées aux accidents de la route. Un fléau qui touche particulièrement les jeunes, a-t-il déploré. "La sensibilisation sur l'impact psychologique et social de ces handicaps, tant sur les patients que leurs familles et la société, et les coûts considérables associés à leur prise en charge, figure aussi parmi les objectifs de ce rendez-vous", a ajouté Pr Layadi. Les pathologies pourvoyeuses de troubles de la miction et les problématiques posturales seront également intégrées au pro-

gramme, selon l'intervenant. Quant aux spécialités podologie et réadaptation des pathologies infantiles, elles seront à l'honneur, ce qui témoigne de l'approche globale et inclusive de ces journées, qui cherchent à couvrir tous les aspects de la réadaptation et à apporter des réponses aux besoins spécifiques de chaque patient. Plusieurs communications sont programmées dont "Le Contrôle postural: notions fondamentales", "Activité physique adaptée en pathologies neurologiques chroniques. Intérêts et freins", "Stratégies de rééducation dans la maladie de Parkinson", "La Paralysie cérébrale: expérience de la pluridisciplinarité et de la transdisciplinarité" et "Thérapie modulaire du membre supérieur post AVC", entre autres.

Que s’est-il passé à Kazan lors du 16^e sommet des BRICS ?

Le 16^{ème} sommet des BRICS qui s’est achevé le jeudi 24 octobre à Kazan a été l’occasion de prises de décisions tant économiques que politiques importantes. Ce 16^{ème} sommet des BRICS a donc confirmé l’importance prise, et cela depuis plusieurs années, par cette organisation qui arrive désormais dans une phase de maturité. Sa capacité à fonder des institutions capables de concurrencer celles établies par les puissances occidentales et plus généralement les défis qu’elles lancent à la gouvernance économique (mais aussi politique) occidentale se doivent d’être remarqués[1].

4^e partie

Par Jacques Sapir (*)

Dans le cadre du système BRICS Clear, l’usage des monnaies nationales comme instruments de règlement sera privilégié. Mais, la compensation des transactions sera assurée par un « stablecoin » qui sera géré par une institution des BRICS, très probablement la Nouvelle Banque de Développement. Ce système BRICS Clear devrait fonctionner sur la base de la plateforme de paiement supranationale « BRICS Bridge » qui est en train d’être mise en œuvre pour régler les transactions au sein des BRICS. Les paiements seront donc effectués dans les monnaies nationales des pays des BRICS, tandis que la Nouvelle Banque de Développement servirait de plateforme d’intégration, de conversion et de compensation. La question de la compensation est importante dans la mesure où le commerce sera multilatéral (l’espace potentiel étant de 22 pays, les 9 membres des BRICS et les 13 pays partenaires) Une idée qui actuellement gagne beaucoup de terrain en Chine et en Russie est que chaque transaction ne soit pas compensée dans l’immédiat mais à la fin d’une période donnée (du trimestre à l’année) et que les compensations soient réalisées au niveau des « grands acteurs » (englobant les intervenants commerciaux individuels). Ce système semble s’inspirer de ce qui a existé pour l’Europe occidentale dans le cadre de l’Union Européenne des Paiements (1950-1957) [13]. À l’époque, le calcul des transactions et le règlement final se faisait en dollar. Dans le système BRICS Clear, ce sera donc un « stablecoin » qui servira d’unité de compte, tandis que le règlement final se ferait en monnaies locales. Mais, tôt ou tard, une tentative de construction de systèmes basés sur des monnaies nationales se heurtera à des limites sous la forme d’une faible liquidité de leurs marchés (pour certaines de ces monnaies), de restrictions législatives sur la convertibilité, d’un niveau élevé de risques de change, ainsi que d’un déséquilibre des échanges mutuels, conduisant à l’accumulation de dettes chro-



niques. C’est pourquoi une des solutions proposées s’avère alors très proche du système mis en œuvre dans le cadre de l’Union Européenne des Paiements couplée à une plateforme de monnaie numérique qui offrira une rapidité de règlement nettement supérieure aux systèmes de paiement traditionnels (comme SWIFT). La configuration d’une zone de paiement organisée autour de la Chine, de l’Inde et de la Russie et incluant pays partenaires et nombre de pays actuellement en contact avec les BRICS, serait optimale en termes d’ampleur et d’équilibre des flux commerciaux agro-industriels (aliments, engrais, machines agricoles) dans le cadre d’une compensation multilatérale. L’initiative BRICS Clear doit être comprise comme dépassant de loin les intérêts de la Chine et de la Russie, même s’il prend une importance toute particulière pour cette dernière du fait des sanctions occidentales. Tout comme l’UEP avait été un des facteurs de l’intégration européenne à la fin des années 1950, qui devait se concrétiser dans le Traité de Rome, l’initiative BRICS Clear devrait permettre une forme d’intégration non seulement entre pays membres des BRICS mais aussi avec les pays « partenaires ».

3. L’initiative sur l’assurance et la réassurance

Les transactions commerciales impliquent des services d’assurance (pour le contrat lui-même comme pour le transport) et ces services d’assurance impliquent des activités de réassurance. Avec la création de la BRICS (Re)Insurance Company, les pays des BRICS entendent construire leur indépendance vis-à-vis des sociétés d’assurance et de réassurance occidentales. Ce mouvement répond aux intérêts majeurs d’au moins trois pays, Chine, Inde et Russie. Mais, il correspond aussi aux intérêts des autres pays membres, si la BRICS (Re)Insurance Company offre des services d’assurance et de réassurance à un coût inférieur à celui des sociétés occidentales. Mais, le succès de la BRICS (Re)Insurance Company dépendra aussi de la possibilité pour cette dernière de s’appuyer sur un marché financier dont la profondeur et la liquidité correspondront à ses besoins. Pour le moment, seuls les marchés financiers chinois et dans une moindre mesure les marchés financiers indiens semblent avoir les caractéristiques idoines pour le développement d’une société importante d’assurance et de réassurance.

Cependant, le développement de cette initiative apparaît comme parfaitement cohérent avec le système BRICS Clear. En effet, la constitution d’un système d’assurances et de réassurance est nécessaire pour que le système BRICS Clear puisse attendre tout son potentiel. Sans la création de la BRICS (Re)Insurance Company, les transactions internes aux BRICS et entre les BRICS et les pays « partenaires » soit ne seraient plus assurées soit le seraient mais à des coûts beaucoup plus élevés. Au cas où elles ne seraient plus assurées, le coût des transactions serait lui aussi bien plus élevé car les contractants tenteraient de s’assurer eux-mêmes à travers une hausse des prix figurants dans les contrats, provisionnant ainsi implicitement des pertes potentielles pouvant survenir par une rupture unilatérale du contrat ou du fait de contestations longues sur ce dernier. Tout cela entraînerait une limitation du volume des transactions, ou une domination au sein de ces transactions des sociétés (publiques ou privées) disposant de suffisamment de liquidités pour ne pas être dramatiquement affectées par une rupture unilatérale du contrat au détriment d’entreprises de plus petites tailles ou ayant un cycle de circulation du capital très élevé, entreprises qui seraient dans ces conditions de facto exclues du commerce international. La constitution de la BRICS (Re)Insurance Company constitue donc le complément naturel et obligé de la constitution de BRICS Clear. Naturellement, il faudra attendre un certain délai pour juger si la mise en place du système de transaction et de la compagnie d’assurance est à même de donner de bons résultats. Un premier bilan devra être fait au 17^{ème} sommet, en 2025. De manière générale, on peut considérer que l’on est ici en présence d’un processus qui ne donnera pas tous ses effets avant une période de 3 à 5 ans. Mais, l’entrée dans un processus d’intégration commerciale marque de manière spectaculaire la logique d’institutionnalisation des relations entre les BRICS. Elle confirme leur influence centrifuge sur le système de gouvernance économique mondial mis en place par les puissances occidentales[14].

(A suivre)

Notes

[1] Voir Sapir J., La Fin de l’Ordre Occidental ?, Paris, Ed. Perspectives Libres, Octobre 2024.
[2] Vercueil J., Les pays émergents. Brésil-Russie- Inde-Chine : mutations économiques et nouveaux défis, éditions Bréal, Paris, 2010.
[3] Cochran et Zaidan E, (2024), “Shifting global dynamics: an empirical analysis of BRICS+ expansion and its economic, trade, and military implications in the context of the G7” in Cogent Social Science, vol 10, n° 1, <https://www.tandfonline.com/doi/citedby/10.1080/23311886.2024.2333422?scroll=top&needAccess=true>
[4] O’Neill, J. (2001), Building better global economic BRICs. Global Economics Paper Series (No. 66), <https://www.goldmansachs.com/insights/archive/building-better.html>
[5] “BRICS expresses interests of global majority, says Russia presidential aide Ushakov” <https://brics-russia2024.ru/en/interview/yuriy-ushakov-briks-na-dele-vyrazhaet-interesy-mirovogo-bolshinstva/>
[6] Hancock, T., & Cohen, M. (2023). How BRICS became a club that others want to join. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-11-03/how-brics-became-real-and-invited-saudis-iran-egypt-uae-ethiopia-argentina>

[7] Kuznets S., « Modern Economic Growth: Findings and Reflections” in The American Economic Review, Vol. 63, n°3 (juin 1973), pp. 247-258.
Dornbush R. Purchasing Power Parity, Cambridge, (Mass.), NBER, Working Paper n°1591, 1985. Schreyer P. et Koehlin F., Parités de pouvoir d’achat : mesure et utilisations, Paris, OCDE, Cahiers Statistiques, mars 2002, n° 3.
[8] “BRICS expresses interests of global majority, says Russia presidential aide Ushakov” <https://brics-russia2024.ru/en/interview/yuriy-ushakov-briks-na-dele-vyrazhaet-interesy-mirovogo-bolshinstva/>
[9] <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2021/mcs2021-platinum.pdf>
[10] Medetski A et Durisin M., « Russia’s dominance on the wheat world keep growing”, September 23rd, 2020, Bloomberg, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-09-22/russia-s-dominance-of-the-wheat-world-keeps-growing#xj4y7vzkg>
[11] Ou Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications
[12] <https://www.bvnk.com/blog/swift-alternatives>
[13] Faudot, A., “The European Payments Union (1950–58): the Post-War Episode of Keynes’ Clearing Union” in Review of Political Economy, Vol.32, 2020, (3), 371–389.

<https://doi.org/10.1080/09538259.2020.1776959>
[14] Garcia, A., & Bond, P. (2019). Amplifying the contradictions: The centrifugal BRICS. Social Register, 55, 223–246.
[15] Chakraborty, S. (2018), “Significance of BRICS: Regions powers, global governance, and the roadmap for multipolar world” in Emerging Economy Studies, 4(2), pp. 182–191.
[16] Fairfield T., (2015), “Structural Power in Comparative Political Economy: Perspectives from Policy Formulation in Latin America” in Business and Politics, Vol17, n°3, pp. 411-419. Culppeper, P. D., (2015), “Structural power and political science in the post-crisis era” in Business and politics, Vol. 17, No. 3, pp. 391-409. Hayward C., (2018), “On Structural Power”, in Journal of Political Power 11(1):1-12. Godefroid, M. E., Borghoff, V., Plattfaut, R., & Niehaves, B. (2024), “Structural power imbalances in global organisations: analysing IT governance from a postcolonial perspective” In European Journal of Information Systems, 1–22, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/0960085X.2024.2325358>
[17] Stuenkel O. (2016), Post Western World: How Emerging Powers are Remaking Global Order, Cambridge, Polity Press.
[18] Voir Sapir J., La Fin de l’Ordre Occidental ?, op.cit..

(*) Directeur d’études à l’EHESS ; Enseignant à l’EGE-Paris et Directeur du CEMI-CR451 – Source : Les Crises

TUNISIE

Le budget 2025
alloue 95,7 % des
crédits à la
subvention des
produits de base

L'Assemblée des Représentants du Peuple et le Conseil National des Régions et Districts ont entamé, vendredi soir, une séance conjointe pour discuter du budget du ministère du Commerce et du Développement des exportations pour l'année 2025, qui s'élève à 3.971 millions de dinars. Lors de la présentation de ce budget, le ministre du Commerce et du Développement des exportations, Samir Abid, a indiqué que la majeure partie des crédits proposés concernait les dépenses de soutien aux produits de base, représentant 95,7 % du budget total. Cette somme correspond à une augmentation de 211 millions de dinars, soit une hausse de 6 % par rapport à l'année 2024. Le ministre a souligné que cette augmentation des crédits de soutien reflétait l'engagement de l'État à maintenir son rôle social, en poursuivant le soutien des produits de première nécessité et en renforçant cette approche. Hors crédits de soutien, le budget proposé pour 2025 atteint 170 millions de dinars, contre 168 millions de dinars en 2024, soit une légère augmentation de 1,1 %. Une somme de 57 millions de dinars a été allouée aux salaires, contre 50 millions de dinars en 2024, soit une hausse de 13 %. Cette augmentation s'explique principalement par les nouvelles embauches prévues pour renforcer les équipes de contrôle économique, qui comptent actuellement 757 inspecteurs, dont 112 à l'administration centrale et 645 répartis sur les 24 directions régionales. Par ailleurs, les dépenses de gestion devraient diminuer de 0,3 % (13 millions de dinars) en 2025, tandis que les dépenses d'intervention augmenteront de 3,3 % (96 millions de dinars). Cette somme comprend 11 millions de dinars pour le soutien aux exportations et 67 millions de dinars pour le Fonds de soutien aux exportations. Les dépenses d'investissement sont estimées à environ 3,4 millions de dinars pour 2025, contre 4,7 millions de dinars en 2024, soit une baisse de 1,3 million de dinars, principalement due à une réduction des crédits alloués aux équipements administratifs.

CITYSCAPE/ARABIE SAOUDITE

La Saudi National Housing Co.
signe 21 nouveaux contrats

La National Housing Co. d'Arabie saoudite a conclu 21 nouveaux accords et partenariats avec diverses entreprises locales et internationales au cours de la deuxième journée du salon Cityscape, renforçant ainsi sa dynamique d'investissement.

Cela porte à plus de 5 milliards de riyals saoudiens (1,33 milliard d'euros) la valeur totale des accords signés par l'entreprise au cours des deux premiers jours de l'événement, selon un communiqué. Les contrats visent à améliorer la qualité de l'infrastructure et des services fournis dans les destinations urbaines et comprennent les domaines de l'approvisionnement, de la logistique et de l'aménagement intérieur, a rapporté l'Agence de presse saoudienne. Les accords contribuent à la réalisation des aspirations de la NHC à construire des destinations intégrées et durables qui répondent aux ambitions mondiales. L'immobilier du Royaume est vital pour l'économie du pays, contribuant à environ 7% du produit intérieur brut et soutenant de nombreux autres secteurs. Parmi les accords les plus importants qui soutiennent la division des solutions, NHC a signé un partenariat stratégique avec Solutions by stc pour développer des services techniques pour les plateformes Sakani et Balady. Elle a également conclu un accord avec la fondation Sakani pour l'inspection des bâtiments, avec le promoteur immobilier local Ardara pour l'évaluation de la durabilité, avec les sociétés LX et K-water pour le

transfert de connaissances et avec 2GIS pour la fourniture de services techniques. La société a conclu un accord avec la société immobilière ROSHN du Fonds d'investissement public pour bénéficier des services de Sakani et évaluer la durabilité. NHC a également signé un accord avec Takamol dans le cadre du programme d'accreditation professionnelle afin d'obtenir un environnement résidentiel intégré qui réponde aux besoins des individus et de la société. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la stratégie des deux entreprises visant à améliorer la qualité du paysage résidentiel et à renforcer la coopération constructive entre les organisations du secteur du logement. Cette stratégie fait partie des efforts nationaux visant à promouvoir le développement durable et à fournir des logements convenables. L'entreprise a également accepté de coopérer avec l'Autorité générale des routes pour mettre en œuvre de nouveaux itinéraires et leurs mécanismes dans les destinations NHC afin d'améliorer la durabilité. La NHC a également coopéré avec Al-Fahhad Co. pour développer le système de nettoyage et d'entretien de ses destinations. En outre, la NHC a signé un groupe d'accords d'investissement pour mettre en œuvre des projets résidentiels et construire des centres

communautaires dans ses destinations urbaines avec Dar Wa Emaar, Ajdan Real EstateDevelopment, Maya Real EstateDevelopment and Investment, Rashed Abdul Rahman Al-Rashed& Sons Group et Mohammed Al-Habib Real Estate Co. Dans le secteur de la chaîne d'approvisionnement, la société a signé des accords avec des entreprises locales et internationales, notamment Bahra Electric Co. pour la fourniture de câbles et de fils, et Al-Nasser Group pour la fourniture de produits d'éclairage qui se caractérisent par leur efficacité et leur qualité, ce qui améliore l'efficacité de la consommation d'énergie. Les accords comprennent également des partenariats avec des entreprises mondiales de premier plan dans la fabrication d'appareils électriques, notamment Legrand, Panasonic et Siemens, afin de garantir la fourniture d'équipements de qualité répondant aux normes techniques les plus strictes. Afin d'améliorer l'efficacité de la protection de la vie privée et de la sécurité dans les destinations de la NHC, la compagnie a signé un accord avec Al-KuhaimiMetal Industries Ltd. pour la fourniture de portes métalliques. Cette mesure améliore la fiabilité des destinations et répond aux exigences des résidents en matière de sûreté et de sécurité.

EGYPTE

Alcazar Energy signe un accord
pour un projet éolien de 2 GW en Égypte

L'Égypte souhaite renforcer son segment énergies renouvelables pour réduire les pénuries d'électricité et en revendre à l'Europe. Pour ce faire, le pays compte particulièrement sur l'énergie éolienne. Alcazar EnergyPartners, un investisseur indépendant dans les énergies renouvelables, a annoncé jeudi 14 novembre la signature d'un protocole d'accord avec l'EgyptianElectricity Transmission Company (EETC) et la

New and RenewableEnergyAuthority (NREA) pour un projet éolien terrestre de 2 GW en Égypte. Selon le communiqué de l'entreprise, l'infrastructure devrait produire suffisamment d'électricité pour alimenter plus de 1,3 million de foyers, soutenant ainsi les objectifs du pays en matière d'énergies renouvelables ainsi que la production d'électricité durable. En plus de renforcer le parc énergétique égyptien, le projet devrait avoir un

impact social et environnemental très positif, employant jusqu'à 12 500 ouvriers du bâtiment et 1170 travailleurs à temps plein pendant la phase d'exploitation, en plus d'éviter l'émission de 4,7 millions de tonnes de CO2 par an.Forte de ses ressources naturelles, l'Égypte, qui se voit comme un futur hub énergétique régional, attirer des investisseurs privés internationaux et des institutions financières étrangères pour la concrétisation de cette ambition au cœur de laquelle se trouve notamment l'énergie éolienne. Plusieurs projets sont en cours ou à venir, dont celui de 10 GW porté par un consortium dirigé par l'entreprise Masdar. D'un coût estimé à 10 milliards USD, ce projet deviendra l'un des plus grands parcs éoliens au monde, contribuant significativement à la décarbonation du mix électrique égyptien et à la libération de son offre d'électricité.

MAURITANIE

Mauritel investit 35,2 millions \$ pour améliorer
la qualité de service

Le régulateur a menacé les opérateurs télécoms de sanctions en raison de la mauvaise qualité des services fournis aux consommateurs. Mauritel risque 313,2 millions d'ouguiyas d'amendes, entre autres. L'opérateur de téléphonie mobile MoovMauritel, filiale mauritanienne de Groupe Maroc Telecom, a annoncé le jeudi 31 octobre avoir engagé un programme d'investissement de 14 milliards d'anciens ouguiyas (35,2 millions \$) pour renforcer son infrastructure télécoms. D'une durée de sept mois, l'initiative a permis « d'aboutir à une nette amélioration de la qualité voix et Internet sur l'ensemble du territoire national ». Cela intervient dans un contexte où les usagers et le gouvernement

déplorent la mauvaise qualité des services fournis par les opérateurs télécoms. Une mission de contrôle effectuée entre décembre 2023 et janvier 2024 par l'Autorité de régulation (ARE) a montré que « la qualité des services rendus par les opérateurs de communications électroniques à leurs usagers est manifestement en deçà des normes en vigueur, dans plusieurs villes, localités et axes routiers ». Le gouvernement a donc menacé de sanctionner lourdement les opérateurs télécoms. En plus d'une réduction des licences en cours de trois mois, les sanctions financières encourues sont de 127 millions d'ouguiyas pour Mattel, 313,2 millions d'ouguiyas pour Mauritel et de 100,2 millions

d'ouguiyas pour Chinguitel. Une nouvelle mission de contrôle a été lancée en septembre pour vérifier d'éventuelles améliorations et appliquer les mesures prévues par la loi en cas de persistance de la non-conformité. Cette annonce de Mauritel intervient quelques jours après que son concurrent Mattel a annoncé avoir achevé une campagne d'extension et de modernisation de son réseau télécoms engagée en 2022 avec l'appui technique de la société technologique chinoise Huawei. L'amélioration de la qualité de service devrait permettre à Mauritel de répondre convenablement aux besoins de la clientèle, ce qui a le potentiel de réduire le taux de désabonnement et d'augmenter l'utilisa-

tion des services, selon l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA). Cela devrait également permettre à l'opérateur de téléphonie mobile d'éviter des pertes de revenus et de garantir un avantage concurrentiel. MoovMauritel revendique le statut de « leader incontestable des télécommunications en Mauritanie ». Fin septembre 2024, l'entreprise a déclaré 2,5 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. Fin septembre 2023, elle disposait d'une part de marché de 52 % sur ce segment où elle est en concurrence avec Mattel et Chinguitel. L'opérateur télécoms compte également 15 000 abonnés à la téléphonie fixe et 37 000 abonnés au haut débit fixe.

NAMIBIE

Hausse moins importante que prévu pour la production d'uranium en 2025

En 2023, la production d'uranium de la Namibie a augmenté de 24,5 % pour atteindre 8283 tonnes. La reprise cette année de la production sur la mine Langer Heinrich, à l'arrêt depuis 2018, devrait soutenir une croissance significative de la production à moyen terme.

La contribution de la mine Langer Heinrich à la production d'uranium de la Namibie en 2025 devrait être moins importante que prévu. Paladin Energy, propriétaire de la mine, a en effet révisé à la baisse ses prévisions de production pour l'exercice 2025 s'achevant le 30 juin 2025. Langer Heinrich devrait désormais livrer 3 à 3,6 millions de livres d'uranium sur l'exercice, contre un objectif de 4 à 4,6 millions de livres annoncé il y a quelques mois. Cette décision intervient après les quatre premiers mois de l'exercice, période au cours de laquelle la production d'uranium a été moins importante que prévu, la mine ayant livré 823 064 livres entre juillet et octobre 2024. « En raison des résultats de production inférieurs aux prévisions pour le mois d'octobre, et compte tenu

des défis continus et la volatilité qui caractérisent jusqu'à présent l'augmentation de la production à Langer Heinrich, Paladin a décidé de réviser ses prévisions de production pour l'exercice 2025 », a expliqué la compagnie, dans un communiqué du 12 novembre. Il faut souligner que la production a repris à la mine en mars dernier seulement, après plusieurs années de suspension en raison de la baisse des prix et de la demande d'uranium. Malgré les difficultés actuelles, Paladin prévoit d'atteindre la capacité de production nominale de 6 millions de livres par an à Langer Heinrich d'ici la fin de l'année 2025, contre 2026 initialement. Rappelons que Langer Heinrich est la troisième mine d'uranium de Namibie. Les deux autres, Swakop et Rössing, ont permis à la Namibie d'enregistrer une production

d'uranium en hausse de 24,5 % en 2023, à 8283 tonnes selon la Chambre des Mines. En dehors de Langer Heinrich, d'autres projets devraient soutenir à moyen terme la hausse de la production d'uranium en Namibie, leader en Afrique. Il s'agit notamment du développement de la quatrième mine du pays par l'australien Deep Yellow, Tumas, avec une mise en service prévue en 2026. Il faut souligner que la production a repris à la mine en mars dernier seulement, après plusieurs années de suspension en raison de la baisse des prix et de la demande d'uranium. Malgré les difficultés actuelles, Paladin prévoit d'atteindre la capacité de production nominale de 6 millions de livres par an à Langer Heinrich d'ici la fin de l'année 2025, contre 2026 initialement.

CÔTE D'IVOIRE

Rosyson injecte 24 millions \$ dans la filière anacarde

En Côte d'Ivoire, le gouvernement a pour objectif de transformer localement 50 % de la production annuelle de noix de cajou d'ici à 2030. Dans cette optique, le régulateur de la filière multiplie les partenariats avec des investisseurs étrangers afin de développer de nouveaux projets industriels. En Côte d'Ivoire, le Conseil du coton et de l'anacarde (CCA) vient de conclure un accord avec l'entreprise agroalimentaire émiratie Rosyson pour la réalisation d'un

projet de transformation d'anacarde dans le pays. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le mercredi 13 novembre sur la page Facebook du régulateur. D'un coût total de 15 milliards de francs CFA (24 millions \$), ledit projet prévoit l'installation d'une unité de transformation d'une capacité de traitement de 60 000 tonnes de noix de cajou par an. Pour l'heure, les détails supplémentaires tels que le site et la date de lancement des travaux n'ont pas encore été révélés.

Plus largement, cette annonce intervient alors que le CCA avait déjà signé en septembre dernier des engagements d'investissement dans la transformation de noix de cajou d'une valeur cumulée de 28,7 millions \$ avec 3 autres entreprises étrangères. Tous ces projets, s'ils se réalisent, devraient contribuer à accroître davantage la capacité de transformation de l'industrie locale. D'après les estimations préliminaires du service indépendant de conseil commercial N'kalô, la na-

tion éburnéenne a transformé 335 000 tonnes d'anacardes en 2024, soit environ 29 % de sa récolte qui s'est établie à plus de 1,1 million de tonnes. Selon les données compilées par la Direction générale des douanes, les exportations ivoiriennes de noix de cajou et d'amandes ont rapporté plus de 756,2 milliards de francs CFA (1,3 milliard \$) de recettes en 2023, dont seulement 17 %, soit 217 millions \$ proviennent des amandes de cajou.

POUR UN PROJET ROUTIER DE 97 KM

L'Ouganda signe avec Citibank un accord à 146 millions\$

L'Autorité nationale des routes de l'Ouganda (UNRA) cherche depuis un moment à bitumer l'axe Lusailira-Nkongge-Lumegere-Ssembabule, tronçon clé du système logistique de l'industrie minière dans l'Ouest du pays. L'infrastructure devrait aussi aider à libérer le potentiel de l'économie locale. Le ministère ougandais des Finances a signé vendredi 8 novembre avec Citibank Uganda un accord de financement à 534,9 milliards de shillings (145,9 millions USD) pour la mise à niveau des 97 km du tronçon Lusailira-Nkongge-

Lumegere-Ssembabule. Le projet est de construire une route reliant le réseau national à la région Ouest du pays, où se basent des projets d'exploitation minière, de pétrole, de gaz et d'or. 479,8 milliards de shillings seront pourvus par Citibank et 51,11 milliards par le gouvernement ougandais. Cet accord fait suite à des investissements récemment dévoilés par ce dernier, visant à renforcer les infrastructures de transport du pays afin d'améliorer sa connectivité interne comme externe, et libérer son potentiel économique.

Au nombre de ces investissements figurent un contrat de construction de 272 km de chemin de fer SGR attribué en octobre au turc YapiMerkezi (environ 3 milliards USD), et un accord avec ArabContractor pour construire une section d'un corridor routier vers le Kenya. La route Lusailira-Ssembabule est présentée comme une infrastructure clé pour soutenir la phase de distribution des projets miniers. Selon le ministère des Finances, elle aidera à améliorer la connectivité et à stimuler l'économie des régions qu'elle traverse.

BÉNIN

Lancement de la construction de 70 km de routes, certaines sur l'axe Cotonou-Lomé

Le Togo aussi cherche à améliorer l'accessibilité des zones frontalières avec son voisin béninois, avec des travaux en cours sur l'axe Avépozo-Aného. Plusieurs tronçons font partie du corridor stratégique Lagos-Abidjan, prévu pour renforcer l'intégration dans la région ouest-africaine. Le Bénin a lancé la construction de plusieurs sections de routes totalisant 70 km, dont certaines sur la transnationale

Cotonou-Lomé. Situées dans le département du Mono au Centre-Ouest du pays, les tronçons à aménager et à bitumer sont Athiémé-Adohoun-Lokossa (13 km), Adjaha-Athiémé (40 km), Kounouhoué-Sè (6,35 km), Akonana-Sohounmey-Gbédji-Sè (7,35 km), Atchanou-Kpinnou (4,5 km), Atchanou-Kondji-Houngba (2,35 km) et la bretelle Djanglanmey-Oumako (4,6 km). Les routes, destinées à améliorer l'inter-

connexion avec le Togo dont cette région est frontalière, s'imbriqueront aux sections en développement de l'autre côté, notamment l'axe Avépozo-Aného (30 km). Elles font aussi partie du corridor Lagos-Abidjan prévu pour relier le Nigeria et la Côte d'Ivoire via le Bénin, le Togo et le Ghana. Selon la Banque africaine de développement (BAD) qui en est l'un des principaux bailleurs de fonds, ce corridor de-

vrait accélérer l'intégration en Afrique de l'Ouest dont 5 à 8% du PIB est concentré dans le secteur des Transports. Le corridor concentre par ailleurs près de 75% des activités commerciales de la sous-région. A terme, il reliera les villes aux ports, aéroports et réseaux ferrés, ce qui permettra de densifier les échanges en offrant plus de débouchés aux pays enclavés (Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad).

AFRIQUE DE L'OUEST

La récolte de céréales en baisse de 700 000 tonnes en 2024

En Afrique de l'Ouest, les céréales constituent la base de l'alimentation des populations. Entre les périodes de sécheresse et les inondations qui ont touché différents pays, le niveau de la production sous-régionale devrait baisser en 2024.

En Afrique de l'Ouest, la production de céréales est attendue à 73,7 millions de tonnes cette année. C'est ce qu'estime la FAO dans son dernier rapport sur les Perspectives de cultures et la situation alimentaire mondiale publié le dimanche 3 novembre dernier. Le stock annoncé traduit un recul de 700 000 tonnes par rapport à la récolte enregistrée au cours de l'année précédente. Il signe en outre une augmentation de 2,2 % soit 1,7 million de tonnes de plus que la moyenne quinquennale évaluée à 72 millions de tonnes. En dehors du Niger où la production devrait croître de 14 % d'une année sur l'autre, la récolte devrait reculer dans tous les autres pays de la sous-région. Pour expliquer cette projection, l'organisme onusien évoque dans un premier temps des déficits pluviométriques entre juillet et septembre qui ont réduit les rendements dans certaines parties du nord de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Ghana et du Togo.

A cela s'ajoute l'impact des pluies abondantes entre juin et septembre qui ont provoqué des inondations généralisées, entraînant des pertes de récoltes localisées dans certaines régions du sahel, notamment au Burkina Faso et au Mali.

« Au Nigeria, la production céréalière est prévue en dessous de la moyenne en 2024. Ces perspectives de production médiocre s'expliquent par une combinaison de facteurs, notamment des périodes de sécheresse dans les régions du sud et du centre, qui ont limité les semis et entraîné le flétrissement et le nanisme des cultures, tandis que des inondations généralisées dans le nord ont causé des dégâts et des pertes de cultures », peut-on lire dans le rapport.

Pour rappel, le Nigeria est le principal producteur de céréales en Afrique de l'Ouest, comptant pour plus de 37 % de l'offre sous-régionale. Plus largement, la réduction de la récolte en 2024 devrait accroître davantage la dépendance aux importations et risque d'augmenter la pression sur les réserves alimentaires et les prix sur les marchés locaux.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le rouge, inquiétude sur les taux

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi et Wall Street était également dans le rouge à mi-séance, l'attention des marchés se déplaçant désormais sur les perspectives de l'économie américaine, les taux d'intérêt et les risques potentiels après le vent d'optimisme lié à l'élection de Donald Trump.

Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones reculait de 0,77%, le Standard & Poor's 500 de 1,33% et le Nasdaq de 2,21%. À Paris, le CAC 40 a fini en repli de 0,58% à 7.269,63 points. Le Footsie britannique a cédé 0,09% et le Dax allemand 0,23%. L'indice EuroStoxx 50 a reculé de 0,80%, tout comme le FTSEurofirst 300. Le Stoxx 600 a abandonné 0,77% avec la publication de nombreux indicateurs économiques, parfois contrastés. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 a perdu 0,94 et le Stoxx 600 0,69%, quatrième baisse hebdomadaire d'affilée pour l'indice paneuropéen. Signe de la nervosité du marché, l'indice mesurant la volatilité aux Etats-Unis est remonté de près de 15% et son équivalent européen s'est rapproché du seuil des 20 points. Les investisseurs ont redoublé de prudence avec les dernières déclarations de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine ayant tempéré les attentes sur le rythme de la baisse des taux. Le président de l'antenne de Chicago, Austan Goolsbee, a abondé vendredi dans le même sens, tandis que la séance a été marquée par des interventions contrastées de nombreux banquiers centraux, dont celles de Susan Collins de la Fed et de Piero Cipollone de la Banque centrale européenne (BCE). Cela s'est traduit par une grande volatilité dans le compartiment obligataire alors qu'aux Etats-Unis la probabilité d'une nouvelle réduction des taux de la Fed en décembre est tombée vendredi à 55% contre 72,2%, selon le baromètre Fed-watch.

Valeurs en Europe
Les groupes pharmaceutiques GSK, BioNtech et Sanofi ont cédé respectivement 3,87%, 11,70% et 3,27% à la suite de la nomination de Robert F. Kennedy Jr, figure anti-vaccin, pour diriger le département américain de la Santé dans la future administration de Donald Trump. L'indice de la santé sur le Stoxx 600 a reculé de 2,93%. Vallourec a grimpé de 6,35% à la faveur de l'annonce par le fabricant français de

tubes en acier du versement de son premier dividende en 10 ans. Generali a pris 4,84%, le premier assureur italien ayant affiché un bénéfice sur 9 mois supérieur aux estimations. Evotec s'est envolé de 21,32%, le fabricant allemand de médicaments ayant reçu une offre de deux milliards d'euros de l'américain Halozyme Therapeutics.

Les indicateurs du jour
Les ventes au détail aux Etats-Unis ont augmenté un peu plus que prévu en octobre, de 0,4%, mais la dynamique sous-jacente des dépenses de consommation semble ralentir au début du quatrième trimestre. La production industrielle aux Etats-Unis a reculé en octobre, de 0,3%, après une baisse de 0,5% (révisé) en septembre. L'activité manufacturière dans la région de New York s'est améliorée de façon beaucoup plus forte que prévu en novembre, avec un indice "Empire State" à 31,2 après -11,9 en octobre. La Commission européenne a confirmé vendredi sa prévision de croissance de 0,8% du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro pour cette année mais a revu à la baisse celle de 2025. L'économie britannique s'est contractée de manière inattendue en septembre, de 0,1% sur un mois. L'indice des prix à la consommation en France, harmonisé selon les normes européennes, a progressé de 1,6% en glissement annuel en octobre.

Changes
Le dollar américain recule vendredi, de 0,22% face à un panier de devises de référence, mais devrait enregistrer sur l'ensemble de la semaine sa plus forte hausse hebdomadaire depuis plus d'un mois. L'euro en profite pour avancer de 0,12%, à 1,0543 dollar. La monnaie européenne est cependant proche d'un plus bas depuis octobre 2023 et devrait accusé une deuxième baisse hebdomadaire consécutive. La livre sterling est à un creux depuis janvier 2023, en repli de 0,34%, à 1,2625 dollar.

Taux
Les rendements des bons du Trésor américain montent avec la publication des données sur les ventes au détail dans la première économie mondiale. Le rendement de référence à 10 ans prend 4,1 points de base, à 4,4611%, après avoir grimpé à 4,505% en séance, à un sommet de cinq mois et demi. La tendance s'est reflétée en partie en Europe où le rendement du Bund allemand à dix ans s'affiche à 2,384%, contre un plus bas en séance à 2,322%. La hausse a été plus franche sur le deux ans qui a fini à 2,12%, après un plus haut en séance à 2,158% et un plus bas à 2,091%.

Pétrole
Le marché pétrolier recule vendredi et devrait enregistrer une perte hebdomadaire, les investisseurs digérant une baisse de la demande chinoise et un possible ralentissement de la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Le Brent cède 1,14% à 71,74 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) abandonne 1,24% à 67,83 dollars. Les deux références du pétrole s'acheminent vers une baisse hebdomadaire d'environ 3%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Novembre 2024

Valeur : 18 Novembre 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6130	133.6280
1	EUR	EURO		141.3893	141.4185
1	GBP	POUND STERLING		169.5596	169.6648
100	JPY	JAPANESE YEN		85.7868	85.8020
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4604	18.4640
1	CHF	SWISS FRANC		150.6177	150.7196
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.4515	95.4690
1	DKK	DANISH KRONE		18.9018	18.9053
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.1610	12.1645
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		11.9809	11.9864
1	AED	UAE DIRHAM		36.3771	36.3822
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5600	35.5677
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.2314	434.4213
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.2326	42.6570
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4575	13.4590
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4027	27.5436
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3488	3.3592
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.1219	176.1219

AVEC LA CRAINTE D'UNE FED MOINS CONCILIANTE

Wall Street finit en nette baisse

La Bourse de New York a fini baisse vendredi après les dernières déclarations du patron de la Fed Jerome Powell qui laissent à penser que la banque centrale pourrait baisser ses taux à un rythme moindre que prévu alors que les marchés réagissent aux nominations de la future administration Trump. L'indice Dow Jones a cédé 0,70%, ou 305,87 points, à 43.444,99 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu -78,55 points, soit -1,32% à 5.870,62 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de -

427,53 points, soit -2,24% à 18.680,121 points. Jerome Powell a déclaré jeudi qu'il n'était pas nécessaire pour la Fed de se précipiter pour réduire ses taux directeurs, du fait de la croissance économique, de la solidité du marché de l'emploi et d'une inflation supérieure à l'objectif de 2%. Le président de la Réserve fédérale de Chicago, Austan Goolsbee, a abondé dans le même sens vendredi, estimant qu'il serait logique que la banque centrale ralentisse le rythme de ses baisses de taux en cas de désac-

cord sur le taux dit neutre, celui qui ne stimule ni ne freine la croissance économique. Une grande incertitude sur l'évolution de l'économie américaine domine depuis le retour de Donald Trump à la Maison blanche, le candidat républicain ayant promis de mettre en place des droits de douane, de baisser des impôts et de déréguler l'économie, ce qui pourrait raviver l'inflation et provoquer une guerre commerciale avec notamment la Chine. Les données publiées vendredi montrent que les ventes au détail aux Etats-Unis ont augmenté un

peu plus que prévu en octobre, mais que la dynamique sous-jacente des dépenses de consommation semble ralentir au début du quatrième trimestre. La production industrielle aux Etats-Unis a reculé en octobre, de 0,3%, après une baisse de 0,5% (révisé) en septembre. Les marchés ont conclu la semaine en baisse, après avoir salué la victoire électorale de Donald Trump, vu comme un candidat pro-business, avant de s'inquiéter sur le rythme de baisse des taux d'intérêts et les risques d'inflation sous la prochaine ad-

ministration. Sur la semaine, le S&P 500 a perdu 2,08%, le Nasdaq 3,15%, leur plus grande baisse hebdomadaire en deux mois, alors que le Dow Jones est tombé de 1,24%. Aux valeurs, dans le secteur de la santé, Moderna cède 7,3%, Pfizer a terminé en baisse de 4,7%. Applied Materials a baissé de 9,2% après avoir annoncé jeudi prévoir un chiffre d'affaires pour le premier trimestre inférieur aux attentes de Wall Street, signe d'une demande atone pour les

SELON UNE ENQUÊTE

La moitié des entreprises britanniques touchées par le conflit au Moyen-Orient

La moitié des entreprises britanniques se disent affectées par le conflit au Moyen-Orient, selon une enquête des Chambres de commerce britanniques.

Les résultats montrent qu'en plus de l'impact humain dévastateur des combats à Gaza et au Liban, les répercussions économiques se font sentir dans le monde entier. Les militants houthis du Yémen ont commencé à attaquer les navires en mer Rouge peu après les attaques du Hamas du 7 octobre, qui ont déclenché la guerre d'Israël contre Gaza. Les militants affirment qu'ils visent les navires liés à Israël et à ses alliés par solidarité avec les Palestiniens. Il en résulte une réduction considérable du trafic sur l'une des routes commerciales maritimes les plus fréquentées au monde. Le BCC a déclaré que les tarifs des conteneurs de transport maritime ont fortement augmenté depuis le début du conflit. Le coût du transport d'un conteneur de 40 pieds (12 mètres) de Shanghai à Rotterdam est passé d'un peu plus de 1 000 dollars au début du conflit à un peu moins de 4 000 dollars aujourd'hui.

Les prix ont culminé à plus de 8 000 dollars en juillet. La plupart des compagnies maritimes opérant entre l'Asie et l'Europe ont choisi de faire passer leurs navires par la route du Cap Horn, plus longue, plutôt que par la mer Rouge et le canal de Suez. Dans l'enquête menée auprès de 650 entreprises et publiée cette semaine par l'Insights Unit de la BCC, les entreprises britanniques ont déclaré que le conflit avait entraîné une augmentation des coûts, des perturbations et des retards dans les transports maritimes, ainsi qu'une incertitude sur les prix du pétrole. La moitié des entreprises interrogées ont déclaré que le conflit les avait affectées, contre un peu plus d'un quart lors d'une enquête similaire en octobre 2023. Cela suggère qu'un plus grand nombre d'entreprises dans le monde ont été affectées par les combats au fur et à mesure qu'ils se prolongeaient.

William Bain, responsable de la politique commerciale de la BCC, a déclaré : "Outre le sinistre impact humain du conflit en cours au Moyen-Orient, la situation continue d'avoir des répercussions économiques dans le monde entier. "L'effet sur les entreprises britanniques s'est accentué au fur et à mesure que les combats se sont prolongés. "Si la situation actuelle persiste, il est plus que probable que les pressions sur les coûts s'accroîtront. Les économistes ont prévenu que si les effets sur l'économie mondiale se sont jusqu'à présent limités aux coûts d'expédition et aux retards, une nouvelle escalade pourrait avoir un impact beaucoup plus large. La plus grande inquiétude serait une perturbation de l'approvisionnement en pétrole et en gaz qui entraînerait une hausse des prix mondiaux de l'énergie, alimentant ainsi l'inflation.

"TRAVAILLER 80H PAR SEMAINE" SANS ÊTRE PAYÉ Elon Musk recrute pour son «département de l'efficacité gouvernementale»

Quelques heures après avoir été nommé à la tête d'une commission destinée à couper les dépenses publiques, ElonMusk cherche à former son équipe. Tout en invitant les candidats à s'abonner à l'offre payante de Twitter. Quelques heures seulement après sa création, le compte Twitter baptisé "Department of Government Efficiency" compte déjà plus d'un million d'abonnés. Et pour cause, il a profité d'une mise en lumière exceptionnelle en raison de l'homme qui sera amené à

diriger ce "département de l'efficacité gouvernementale":Elon Musk, propriétaire de X (Twitter) lui-même. Nommé par Donald Trump à la tête de cette commission aux côtés de l'homme d'affaires Vivek Ramaswamy, Elon Musk souhaite faire économiser 2000 milliards de dollars (sur un budget fédéral de 6750 milliards).

"Révolutionnaires libertariens à très haut QI"

Ce 14 novembre, le compte Twitter promu par le patron de Tesla a

publié un appel à candidatures, afin de trouver des profils à même d'aider ElonMusk à trouver des pistes d'économies. "Nous remercions les milliers d'Américains qui ont exprimé leur intérêt pour nous aider dans le cadre du département de l'efficacité gouvernementale. (...) Nous avons besoin de révolutionnaires libertariens à très haut QI prêts à travailler 80 heures par semaine sur des coupes budgétaires ingrates. Si vous vous sentez concerné, envoyez un message privé à ce compte avec votre CV.

Elon et Vivek évalueront les 1% meilleurs candidats" promet ainsi le compte Twitter du département de l'efficacité gouvernementale. Mais pour tenter sa chance, il faut toutefois être prêt à passer à la caisse: l'envoi d'un message privé au compte en question implique de s'abonner à la version payante de Twitter, facturée 8,40 euros par mois. Une bonne façon de rentabiliser l'initiative, qui par ailleurs, ne donnera lieu à aucun salaire pour ceux qui auront la chance d'y participer, a précisé Elon Musk.

ALLEMAGNE

Rapprochement entre Scholz et les conservateurs sur l'endettement

Le parti social-démocrate d'Olaf Scholz a tendu la main vendredi à l'opposition conservatrice allemande pour réformer le "frein à l'endettement", esquissant un possible rapprochement sur ce sujet controversé en vue des élections législatives anticipées. Des responsables sociaux-démocrates (SPD) se sont saisis de la déclaration du chef des conservateurs (CDU) - et prétendant à la chancellerie - Friedrich Merz, en faveur d'une modification de cette règle d'or allemande. Inscrite dans la constitution depuis 2009, indissociable des années Merkel et de la CDU, le frein à l'endettement interdit au gouvernement d'emprunter plus de 0,35% du PIB

chaque année. Or Friedrich Merz a jugé cette semaine que "naturellement" une réforme de cette règle est possible. "La question est de savoir dans quel but", a-t-il ajouté. L'objectif d'un assouplissement devrait être de "soutenir l'investissement et le progrès", pas de "dépenser encore plus d'argent pour la consommation et la politique sociale". Prenant son adversaire au mot, le co-président du SPD Lars Klingbeil lui a proposé vendredi de s'entendre sur une réforme avant les élections législatives anticipées prévues le 23 février 2025. "On peut le faire maintenant si on dit que nous voulons garder ce pays fort", a déclaré M. Klingbeil au

quotidien Handelsblatt. "Nous ne devons pas attendre qu'il y ait un nouveau gouvernement en avril, en mai, en juin", a ajouté le chef du SPD. Dans une interview vendredi au quotidien Süddeutsche Zeitung, Olaf Scholz a lui aussi plaidé pour "une réforme modérée" de la limite d'endettement afin de relancer l'économie allemande en crise. Le chancelier va dans le sens du récent rapport annuel des "Sages économiques" allemands, pour qui assouplir le frein à l'endettement stimulerait les dépenses publiques "tournées vers l'avenir". Il faut pour cela réunir une majorité des deux-tiers des députés au Bundestag et le SPD a absolument besoin pour cela du sou-

tien des conservateurs. Le dogme du "frein à l'endettement" était au coeur de presque toutes les disputes de l'ancienne coalition entre la gauche et le parti libéral. Cette alliance a finalement volé en éclat la semaine dernière, quand le chancelier Scholz a limogé son ministre des Finances Christian Lindner, ardent défenseur de cette mesure. Avec 33% des intentions de votes, les conservateurs sont bien placés pour conquérir la chancellerie aux prochaines élections mais ils seraient dans l'obligation de trouver un ou plusieurs partenaires pour gouverner. Le scénario d'une "grande coalition" avec le SPD est l'un des plus probables.

COTATION

Fitch relève d'un cran la note de l'Argentine à CCC

L'agence de notation Fitch a relevé vendredi d'un cran la note de la dette à long terme de l'Argentine, qui passe de CC à CCC, mais reste en catégorie spéculative, et n'assortit cette note d'aucune perspective. Le relèvement de la note «reflète des développements qui ont amélioré la confiance de Fitch dans la capacité des autorités à effectuer les prochains remboursements d'obligations en devises sans chercher à obtenir un quelconque allègement», détaille l'agence dans un communiqué. «Les entrées de dollars provoquées par une amnistie fiscale réussie ont commencé à augmenter les réserves internationales et devraient continuer à le faire à mesure qu'elles circulent dans le système financier, soutenant ainsi l'accès des souverains au dollar», ajoute Fitch. L'agence de notation relève cependant que «des risques pèsent toutefois sur la capacité de remboursement, (...) étant donné les perspectives encore incertaines d'une transition vers des politiques monétaires et de change susceptibles d'assurer une amélioration durable des réserves et une reprise de l'accès au marché».

«Ajustement choc»

En onze mois le gouvernement de l'ultralibéral Javier Milei a reconquis un équilibre budgétaire au prix d'un «ajustement choc», avec des coupes dans les dépenses publiques. Victimes collatérales: pouvoir d'achat et activité économique, qui ont enlisé dans la récession une Argentine où la pauvreté touchait au premier semestre 52% de la population, selon les chiffres officiels. Entrée en récession sous l'impact conjugué de l'inflation et de l'austérité, l'économie argentine devrait se contracter de 3,5% en 2024, selon le FMI, avant une reprise estimée à +5% en 2025. L'inflation a poursuivi en octobre une décélération observée depuis plusieurs mois, mais était toujours de 193% sur un an. À peine six mois après un billet de 10.000 pesos, l'Argentine vient même de lancer un billet de 20.000 pesos, désormais plus grosse coupure en circulation. L'Argentine de Javier Milei, allié déclaré du président élu américain Donald Trump dont il partage le climat scepticisme, a retiré jeudi sa délégation de la COP29, qui se déroule à Bakou (Azerbaïdjan).

PEUGEOT ALLURE CARE

que vaut vraiment la garantie 8 ans et 160 000 km offerte ?

D'abord lancé sur le e-3008, le programme Peugeot Allure Care est offert sur la quasi-totalité de la gamme au lion jusqu'au 2 décembre 2024.

Les problèmes de fiabilité du 1.2 PureTech et du 1.5 BlueHDi ont durablement entaché la réputation de Peugeot. Mais pour tenter de redorer son blason, la marque au Lion semble avoir trouvé une nouvelle solution : Allure Care. Ce programme permet en effet d'étendre la garantie jusqu'à 8 ans et 160 000 km gratuitement, sous certaines conditions. Apparue sur le e-3008, cette proposition attrayante a d'abord été réservée aux modèles électriques. Elle est à présent disponible sur la quasi-totalité de la gamme hybride ou thermique sous la forme d'une promotion, valable jusqu'au 2 décembre 2024. Cette date n'est d'ailleurs pas forcément gravée dans le marbre. L'offre a déjà été prolongée une première fois et Peugeot pourrait être tenté de récidiver. Mais comment fonctionne exactement ce programme Allure Care et est-il vraiment intéressant pour vous ?

Fidélité au réseau obligatoire

Comme la garantie Dacia Zen, limitée pour sa part à sept ans et 150 000 km, le dispositif Allure Care semble calquer son fonctionnement sur le programme Toyota Relax, qui dure de son côté jusqu'à dix ans et 160 000 km. Pour profiter de cette couverture supplémentaire, il faut impérativement effectuer ses entretiens périodiques dans le réseau Peugeot agréé, en respectant les échéances indiquées par le carnet du véhicule ou par son ordinateur de bord. La gratuité n'est dès lors pas totale, puisque ces révisions risquent de vous coûter plus cher que si vous alliez dans un centre-auto ou un garage indépendant. Mais la marque espère ainsi conserver des clients qui avaient tendance à désertir ses ateliers sitôt la garantie classique terminée. L'activité après-vente est en effet un enjeu financier crucial pour les concessions, et la voiture électrique menace de la faire reculer. C'est donc un moyen de répondre à cette problématique en promettant une sorte de "récompense" à ceux qui sont fidèles au réseau.

Comment activer la garantie Allure Care ?

Le programme Allure Care s'active automatiquement à la fin de la garantie légale classique de deux ans, sauf si le véhicule dispose d'une garantie Spoticar (la branche occasion de Stellantis) ou d'une extension de garantie. Dans ces deux cas particuliers, l'offre ne démarre qu'après l'expiration de ces garanties. La couverture est ensuite renouvelée à chaque entretien périodique effectué en garage Peugeot agréé jusqu'à ce que le véhicule ait atteint 8 ans ou 160 000 km, sans inscription préalable. Cette limite correspond à celle qui était déjà appliquée depuis longtemps pour la garantie de la batterie des voitures électriques. Le dispositif est par ailleurs transférable sans aucune démarche en



cas de revente en occasion, y compris à l'étranger, sous réserve que la voiture reste dans l'un des pays suivants : Espagne, Italie, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Pologne.

Quels sont les véhicules exclus ?

L'offre ne s'applique pas aux Partner, Rifter, Traveller et Expert Combi, qu'ils soient en version électrique ou thermique. Comme chez Toyota ou Dacia, elle exclut également la majorité des usages professionnels, tels que les taxis, véhicules de tourisme avec chauffeur, services d'urgence, administrations et autres auto-écoles, sans oublier les loueurs de courte durée. Une utilisation en compétition est également éliminatoire, sans surprise, alors que les "véhicules modifiés" ne sont pas davantage admis. Méfiance, donc, en cas de montage d'un kit de conversion à l'éthanol.

Quels sont les autres motifs d'exclusion ?

Pour profiter d'une prise en charge d'un problème, il faudra posséder un carnet d'entretien dûment rempli ou, à défaut, pouvoir fournir les dernières factures. Tout en s'assurant de toujours garder les niveaux de ses fluides (huile, liquide de refroidissement, de frein ou de direction assistée...) dans les normes et de respecter les préconisations du constructeur dans ce domaine. Il ne faudra pas non plus avoir effacé les codes défaut du véhicule dans les 30 jours ou les 2 000 km qui précèdent l'entretien périodique. Les défaillances survenant durant les 30 premiers jours suivant l'entretien périodique et l'activation du programme Peugeot Allure Care, ainsi que celles qui existaient déjà avant la réalisation de cet entretien, ne sont par ailleurs pas couvertes, sauf dans certains cas. Même topo pour les pannes qui résulteraient d'une négligence,

comme un passage trop tardif au garage alors qu'un voyant est allumé, ou d'une erreur de conduite, comme un sursaut avec une boîte mécanique. La marque mentionne même "l'utilisation de câbles et de stations de recharge non conformes aux spécifications du constructeur" ou "l'utilisation de la batterie de traction autrement que pour alimenter le véhicule" dans les conditions générales spécifiques pour les voitures électriques. Enfin, comme chez Dacia ou Toyota, le coût des réparations prises en charge ne peut excéder un certain montant. Ici, il ne peut dépasser la valeur de la voiture sur le marché de l'occasion au jour de la panne, qui sera "déterminée par Autobiz dans le cadre d'une vente entre deux particuliers" quand c'est possible. Autre subtilité, "la somme des coûts de toutes les réparations pendant la période totale d'application du Programme Peugeot Allure Care ne peut dépasser le prix d'achat du véhicule neuf payé par son premier propriétaire." Dans un cas comme dans l'autre, il reste malgré tout possible de réparer si vous le désirez, mais la différence de coûts sera à vos frais.

Quelles pièces ne sont pas couvertes ?

Ce programme Allure Care ne prend pas en charge certaines pièces. Comme chez Kia, pionnier de la garantie longue durée en France, les systèmes multimédia sont ainsi exclus alors qu'ils peuvent être à l'origine de pannes très onéreuses. La carrosserie, l'habitacle, les roues ou encore le verre et les optiques ne sont pas davantage couverts. Les conditions générales mentionnent même la "capote du cabriolet"... alors que Peugeot ne propose plus ce type de carrosserie dans sa gamme depuis de nombreuses années. N'espérez pas non plus venir à bout d'éventuels "rossignols" ou des problèmes d'humidité à bord qui peuvent parfois empoisonner la vie au quotidien.

Aucune prise en charge n'est prévue pour "les fuites d'air, fuites de liquide, bruits d'air, joints en caoutchouc et ouvertures des portes, du sol et du plafond, grincements, ajustements, vibrations et chocs en général, tout bruit qui n'affecte pas le fonctionnement normal de la pièce" ainsi que pour les "entrées d'eau et leurs conséquences." Quant aux pièces d'usure, elles sont comme de coutume exclues. La liste non exhaustive donnée par Peugeot comprend notamment "les filtres, les plaquettes et disques de frein, les garnitures, les soudures et les câbles, les roues, les jantes, les pneus, les courroies, les fluides..."

Bilan : une offre intéressante mais gare aux exclusions

Le programme Peugeot Allure Care se montre un peu moins généreux que le dispositif Dacia Zen, avec moins de pièces couvertes et davantage de motifs d'exclusion. Mais il va tout de même bien plus loin que l'offre Nissan Privilege, qui se limite à une garantie moteur-boîte-pont comme on en trouve le plus souvent en occasion. L'offre demeure donc intéressante, d'autant qu'elle dure un an et 10 000 km de plus que chez la marque roumaine du groupe Renault. Reste à accepter le principe de devoir rester fidèle au réseau constructeur, souvent plus onéreux, pour son entretien périodique... et à passer commande assez vite si vous êtes intéressé par un véhicule thermique ou hybride. Pour l'heure, seuls les modèles électriques sont en effet censés rester éligibles à cette couverture longue durée en cas d'achat en neuf après le 2 décembre. Il ne serait toutefois pas étonnant de voir cette offre prolongée ou renouvelée périodiquement par Peugeot, ne serait-ce que pour tenter de faire oublier les déboires des propriétaires de véhicules à moteur 1.2 PureTech ou 1.5 BlueHDi...

DES EXPERTS NUANCENT LE DÉBAT

L'hégémonie de l'IA est-elle inévitable ?

L'intelligence artificielle semble être devenue le nouveau dogme de notre siècle ; une technologie unificatrice qui ne concerne pas uniquement les ténors de la Silicon Valley, mais notre société toute entière. Ce déterminisme technologique mérite toutefois d'être tempéré.

Face à l'essor fulgurant de l'IA depuis l'avènement de ChatGPT, un mantra se répète inlassablement dans les cercles technologiques : son adoption serait inéluctable, son règne incontestable, et toute réticence à l'embrasser équivaldrait à un suicide professionnel. Cette rhétorique, portée par les géants de la tech et leurs évangélistes, mérite pourtant d'être déconstruite, comme le démontre une analyse menée par le Centre d'Éthique Appliquée de l'Université du Massachusetts à Boston. Au-delà des promesses mirobolantes et des prophéties auto-réalisatrices, il est grand temps d'examiner avec lucidité la réalité de cette révolution annoncée.

Le mirage de la disruption technologique : entre effets d'annonce et réalité du terrain

Dans les salles de conseil d'administration comme dans les amphithéâtres universitaires, le discours est unanime : l'IA serait la clé de voûte de notre avenir professionnel et économique. Les entreprises qui tarderaient à l'adopter se condamneraient à l'obsolescence, tandis que les étudiants réfractaires compromettraient leur employabilité future. Pourtant, ces assertions catégoriques se heurtent à une réalité plus nuancée. Un rapport publié par The Economist en juillet 2024 révèle que l'impact économique de l'IA demeure remarquablement modeste, bien loin des bouleversements annoncés. Les gains de productivité, censés justifier les investissements colossaux dans cette technologie, se font toujours attendre. Dans l'enseignement supérieur, l'enthousiasme initial laisse place à une réflexion plus mesurée. Si certaines innovations pédagogiques, comme ce chatbot incarnant Platon pour dialoguer avec les étudiants, ouvrent des perspectives intéressantes, d'autres évolutions soulèvent des inquiétudes légitimes. La dissertation universitaire, pilier séculaire de l'évaluation académique



et du développement de la pensée critique, se trouve menacée par l'impossibilité croissante de distinguer les travaux authentiques des productions assistées par l'IA. Cette érosion progressive des compétences rédactionnelles traditionnelles pose la question du rapport coût-bénéfice de cette transformation précipitée.

Sciences et médecine : des avancées prometteuses mais des désillusions

Le domaine médical cristallise particulièrement les espoirs et les contradic-

tions de l'IA. Les succès sont indéniables : une meilleure compréhension et une facilitation de la construction des structures protéiques (et encore, c'est loin d'être au point), l'amélioration spectaculaire de l'imagerie médicale, l'accélération significative du processus de découverte de nouveaux médicaments portée par des entreprises comme AlphaFold, création de DeepMind (filiale de Google). Ces avancées tangibles coexistent néanmoins avec des échecs retentissants. Les algorithmes censés prédire l'évolution des cas de COVID-19 se sont révélés

particulièrement décevants, tandis qu'une confiance excessive dans les diagnostics automatisés conduit parfois les praticiens à négliger leur précieux jugement clinique, fruit d'années d'expérience et d'observation directe. Cette dualité illustre parfaitement la nécessité d'une approche équilibrée : ni rejet systématique, ni adoption aveugle, mais une intégration réfléchie et contextuelle des outils d'IA dans la pratique médicale.

L'IA militaire : au-delà de la course aux armements

La dimension géopolitique de l'IA soulève des enjeux particulièrement complexes. L'argument selon lequel les États-Unis ne peuvent se permettre de prendre du retard face aux développements d'armes autonomes par la Chine et la Russie apparaît, de prime abord, comme difficilement réfutable. Toutefois, cette logique de course effrénée occulte des considérations essentielles. D'une part, l'impact disproportionné de ces technologies sur les nations moins développées, potentiels terrains d'expérimentation involontaires de ces nouvelles armes. D'autre part, les opportunités manquées de coopération internationale pour encadrer le développement de ces systèmes, la compétition prenant systématiquement le pas sur la régulation. Cette leçon d'humilité technologique mérite d'être considérée à l'heure où l'IA semble promise à un avenir radieux. Les promoteurs de cette technologie, qui en tirent naturellement profit, ont tout intérêt à la présenter comme incontournable. Une approche mesurée, progressive et critique s'impose donc, loin des affirmations péremptoires sur son caractère inéluctable. L'avenir de l'IA reste à écrire, et il appartient à la société dans son ensemble de définir, démocratiquement si c'est encore possible, la place qu'elle souhaite lui accorder.

BIENTÔT LA FIN DE LA TRAVERSÉE DU DÉSERT POUR GEMINI ?

Le dernier modèle impressionne sur les benchmarks

Google pourrait bien être en train de redorer son blason dans la course à l'intelligence artificielle. Après plusieurs années de critiques, le géant technologique semble avoir trouvé son second souffle avec un nouveau modèle Gemini particulièrement prometteur. Depuis l'émergence de ChatGPT en 2022, Google semblait à la traîne dans la compétition de l'IA générative. Ses premières versions de Bard, puis de Gemini, avaient été accueillies avec un scepticisme certain par la communauté technologique. Mais aujourd'hui, tout pourrait bien changer avec l'arrivée d'un modèle expérimental qui bouscule la hiérarchie établie.

Un nouveau souffle pour l'IA de Google ?

Sur la plateforme Chatbot Arena, qui permet des comparaisons indépendantes entre modèles d'IA, Gemini-Exp-1114 vient de créer la surprise. Testé par plus de 6 000 utilisateurs, il se hisse désormais au même niveau que GPT-4o, le dernier-né d'OpenAI. Plus impressionnant encore : il domine carrément plusieurs catégories stratégiques comme les mathématiques, l'écriture créative, les requêtes longues, le suivi des instructions et les conversations multi-tours. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le modèle a vu son score Arena passer de 1301 à 1344,

une progression significative. Plus impressionnant encore, Gemini-Exp-1114 domine désormais le classement dans la catégorie Vision et se classe numéro un dans pas moins de six domaines différents, signalant un saut qualitatif important.

Une stratégie de reconquête bien pensée

Google a manifestement travaillé sur la concision de ses réponses. Ce nouveau modèle Gemini produit des textes 5 à 20 % plus courts, répondant ainsi aux critiques sur la prolixité des précédentes versions. Une approche qui montre une écoute attentive des retours utilisateurs. Dans les confrontations di-

rectes, Gemini-Exp-1114 affiche des taux de victoire impressionnants : 50 % contre GPT-4o, 56 % face au modèle o1-preview, et 62 % face à Claude 3.5 Sonnet. Des chiffres qui traduisent une montée en puissance indéniable et repositionnent Google comme un acteur majeur. En revanche, le code reste l'un de ses angles morts, et c'est o1-preview qui domine toujours sur ce terrain. Google semble donc revenir dans la course, et c'est une bonne chose. Rappelons que de nombreuses rumeurs rapportent une possible intégration de Gemini dans l'écosystème IA d'Apple, à l'instar du partenariat que la firme de Cupertino a avec OpenAI.

Mots fléchés

Furieuses	↓	Élément chimique de numéro atomique 34	↓	Concentrer	↓	Prénom masculin	↓	Mises	↓	Félin d'Amérique	↓	Renard des sables	↓
Paris sous les romains	→					H2O		Tonton	→			Passe-temps	↓
	→							Ancienne Russie	↓				
Anarchiste		Pot		Souverain éthiopien	→					Chevalier efféminé	→		
	→		↓							Plante textile	→		
Agréable	→			Langue slave	→					Sucre simple	→		
Nymphette	→			Exclamation du midi	↓								
	→					Dedans	Nazi	→		Manie	→		
										Pilier carré			
Fromage hollandais		Rivière du Congo	→				Amas	Eludé	Inusités		Dirigeant portugais (Antonio Ramalho)		Crochet
	→			Pensionnaire	→							Train de banlieue	↓
				Occupé									
Escompte		Rôle au théâtre	Pour un oubli	→		Réincarnations	→						
	→		↓	Écimé									
						Êtres fabuleux	→						
Aigres	Allongé	→					Règle de dessin	→		Longue période	→		
	Plus qu'idiot						Adolescent			Amérindien			
	↓				Sothe	Saucisson de Lyon	→					Information	Aride
Vieille armée	→			Poisson	→			Un remboursement sur notre fiche de paie	Attitude		Champion	→	
				Membrane de l'oeil							Issues de		
Il peut être coulant	→					Service hospitalier	→						
Tranquille	Débris		Chair comestible	→						Abréviation de 'et les autres manquent'	→		
	↓		Points cardinaux opposés	→		Axe mécanique	→						Situées
			Oeuf de toto										
Pierre plate	→					Surgis	Petit tour	Font des ronds de jambes		Écluse	→		↓
Espace clos										Ancienne Thaïlande			
	→			Pénétrés	→						Distance chinoise	→	
				Salve							Province angolaise		
Bourrasque	→					Perroquet	→			Échassier	→		
Cérium						Equerre				Note de musique			
	→		Petit canari de fiction	→				Mulsion	→				
Cubes de bois	→							Distancées	→				

L'immersion de quarante blocs constituant la deuxième partie du récif artificiel de la baie de Bousfer à l'ouest d'Oran, a été finalisée jeudi avec succès, a indiqué le directeur de la pêche et des ressources halieutiques, Menaouer Maghni Sandid. Erigée sur une superficie de 500 mètres carrés, l'immersion de ce récif a débuté en mars 2023. La deuxième phase a été réalisée jeudi dernier, grâce à la mobilisation d'importants moyens sur terre et en mer pour transporter et immerger les 40 blocs de béton (1 mètre X 1m), a précisé le même responsable. Ce projet écologique marin est le fruit d'une collaboration entre le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques, l'association écologique marine Barbarous, l'université d'Oran et l'Agence de coopération internationale japonaise "JIKA", a-t-on rappelé de même source.



DIABÈTE

Augmentation «alarmante» des cas, selon l'OMS

Les cas de diabète dans le monde ont quadruplé depuis 1990, touchant plus de 800 millions d'adultes, selon une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publiée jeudi, à l'occasion de la Journée mondiale du diabète. "Nous avons constaté une augmentation alarmante du diabète au cours des trois dernières décennies, qui reflète l'augmentation de l'obésité, aggravée par les effets de la commercialisation d'aliments malsains, le manque d'activité physique et les difficultés économiques", a indiqué le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. A cet égard, le chef de l'OMS a exhorté les pays à agir de toute urgence, pour maîtriser cette maladie, par l'adoption de politiques qui soutiennent une alimentation saine et l'activité physique, et surtout, des systèmes de santé qui assurent la prévention, la détection précoce et le traitement. L'étude révèle que les cas de diabète ont doublé, passant de 7 à 14 % entre 1990 et 2022, et que près de 450 millions d'adultes, soit 60 % des personnes touchées, ne sont toujours pas traités. Cette situation d'urgence touche particulièrement les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI), où se trouvent 90 % des cas non traités.

SILA 2024

L'ANEP présente avec 800 titres et deux nouveautés

L'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP) marque sa présence au 27e Salon international du livre d'Alger (SILA), avec 800 titres de toutes les bonnes lectures sur les étagères de son stand qui ne désemplit pas, au regard des centaines de visiteurs qui s'y rendent avec le pas bien décidé, à tous les moments de la journée, en quête de culture, de savoir et de production intellectuelle de qualité. Entreprise citoyenne à l'écoute et au service de la société algérienne, l'ANEP occupe un stand qui s'étend sur une superficie de 108 m2, sis en plein milieu du Pavillon central du Palais des expositions aux Pins maritimes (SAFEX) à Alger, un endroit à la mesure de cet organisme étatique qui ne jure que par "la qualité des contenus des ouvrages qu'il met à la disposition du large public", a expliqué le conseiller à la direction de l'ANEP, exceptionnellement chargé des relations avec la presse durant le 27e SILA, Hassan Gherab. Ayant décidé d'une réduction à la vente de 30% sur chacun des titres mis à la disposition des visiteurs dans divers domaines de la connaissance scientifique et littéraire et qui s'adressent aux lecteurs arabophones, amazighophones et francophones, l'ANEP entend contribuer à la "socialisation du livre et à la constitution d'un véritable lectorat", poursuit le chargé des relations avec la presse.

PROMOTION DU TOURISME SAHARIEN

La nouvelle stratégie dévoilée

Par Réda Hadi

L'Algérie mise sur le développement du tourisme saharien pour diversifier son économie et renforcer son attractivité internationale. Pour mieux valoriser ce secteur prometteur, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a affirmé, à El-Oued, que l'Algérie nouvelle manifeste une véritable volonté de mettre en place une politique ambitieuse pour relancer le tourisme, mettant en avant les principaux axes de la stratégie de développement du tourisme saharien.

En effet, l'apport du tourisme saharien revêt de plus en plus d'importance, et ne cela «l'Algérie dispose de potentiels naturels, notamment une biodiversité géologique et écologique, qui lui permettent de se mettre au diapason des pays développés dans le domaine touristique» dicit le ministre de tutelle.

Lors du coup d'envoi officiel de la 6e édition du Festival international du tourisme saharien (FITS) placé sous le slogan « mille et une étoile », Didouche a présenté les axes principaux de la stratégie de développement du tourisme saharien. Cette stratégie inclut l'amélioration des infrastructures d'hébergement, l'élévation de la qualité des services, la diversification des offres touristiques, la valorisation de la culture locale tout en préservant le patrimoine et la biodiversité, ainsi que la formation et l'intégration de la main-d'œuvre locale.

Didouche a, dans ce contexte, affirmé que « son secteur veille actuellement, en collaboration avec les secteurs concernés, au renforcement des dessertes avec les différentes capitales européennes à destination d'Algérie, outre l'augmentation du nombre des structures d'hébergement ». L'objectif fixé n'est pas insurmontable, pour peu que la volonté existe. En effet, les pouvoirs publics ne cessent de clamer que l'Etat



entreprend d'intenses démarches pour booster le secteur du tourisme en Algérie, en tant que levier important de développement local et national.

Certes, si l'Etat affirme ses convictions de développer ce secteur, celui-ci reste un tant soit peu tributaire des efforts déployés par les principaux acteurs concernés afin que ceux-ci puissent s'articuler sur la promotion de la destination touristique, pour la recherche d'un modèle touristique mondial à la faveur d'une médiatisation et vulgarisation des offres touristiques disponibles en Algérie.

Pourtant un accent particulier est également mis sur la coopération internationale et les partenariats avec des acteurs professionnels étrangers pour dynamiser le secteur.

D'ailleurs, pour cela des progrès ont été réalisés avec notamment l'instauration du visa à l'arrivée et l'ouverture d'une liaison directe entre Paris et Djanet, facilitant ainsi l'accès au cœur du Sahara algérien. A une autre occasion Didouche a précisé que ses services travaillent actuellement avec différents secteurs pour mettre en place un visa électronique (e-Visa) et augmenter le nombre de

vols en provenance des capitales européennes, en plus d'accroître le nombre d'établissements d'hébergement touristique, pour améliorer l'accueil des touristes internationaux souhaitant visiter le désert algérien. Le tourisme saharien a pris son envol, et les premières retombées sont positives. En 2024, le Sahara algérien a enregistré une affluence notable avec plus de 16 000 touristes étrangers. Cette augmentation significative résulte notamment des initiatives gouvernementales visant à simplifier l'accès à cette région emblématique. L'introduction du visa délivré à l'arrivée, spécifiquement pour les visiteurs du Sud algérien, a joué un rôle déterminant en facilitant les formalités d'entrée et en stimulant l'intérêt international pour le Sahara. Parallèlement, le lancement par Air Algérie d'une liaison aérienne hebdomadaire entre Paris et Djanet a considérablement amélioré la connectivité, rendant le Sahara plus accessible aux voyageurs européens. Cette combinaison de mesures a non seulement dynamisé le secteur touristique local, mais a également contribué à la création d'opportunités économiques pour les communautés sahariennes, renforçant ainsi le développement durable de la région.

GHARDAÏA

Neuf schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme et de construction retenus

Neuf (9) schémas directeurs d'aménagement, d'urbanisme et de construction, ont été retenus pour la wilaya de GharDAïa d'une superficie globale de 5.665 hectares, destinée pour la concrétisation de divers projets d'aménagement urbain, a-t-on appris samedi, auprès de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya. La superficie foncière affectée à ces

schémas est répartie à travers 10 communes de la wilaya, ainsi la commune de Metlili a bénéficié de 1.350 hectares et les communes de GharDAïa (962 ha), Bounoura (270 ha), Daya Bendahoua (693 ha), El Ateuf (1.100 ha), Berriane (560 ha), Guerara (400 ha), Zelfana (200 ha), Mansoura (100 ha) et Sebseb (60 ha), a indiqué le directeur du secteur, Ghalmi Nouredine. Approuvés par l'Assemblée

populaire de la wilaya (APW), ces neuf schémas directeurs comportent divers projets de développement urbain, dont l'extension du tissu urbain, des projets d'occupation du sol, le développement des villes, l'aménagement des routes, des projets de logements, l'aménagement des sites touristiques afin d'attirer d'avantage de touristes, ainsi que l'aménagement des monuments historiques et autres, se-

lon la même source. Le schéma directeur d'aménagement, d'urbanisme et de reconstruction est un outil de planification et de gestion urbaine qui détermine le développement urbain des villes, permettant la délivrance de permis de construire, et d'urbanisme aux autorités locales, et vise aussi l'impulsion d'une dynamique du développement local des communes, a-t-on souligné.

RÉALISATION DU NOUVEAU SIÈGE DU MINISTÈRE DE L'HABITAT

Le ministre inspecte l'avancement des travaux

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a inspecté, samedi, les travaux de réalisation du nouveau siège du ministère, notamment l'aménagement intérieur et extérieur. Lors de cette visite, M. Belaribi a visité, en présence des représentants du bureau d'études et de l'entreprise de réalisation, "la salle principale des réu-

nions ainsi que la salle secondaire située au troisième étage, et le hall principal", indique un communiqué du ministère. Il a, également, inspecté les deux tours et sillonné les différents pavillons et bureaux, avant de se rendre aux étages supérieurs dédiés à l'observatoire, qui enregistre un taux d'avancement "satisfaisant". Cette structure, spécialement conçue pour ac-

cueillir les visiteurs, offre une vue panoramique à 360 degrés, alliant la beauté du paysage à la précision du design urbain. A la fin de sa visite d'inspection, M. Belaribi s'est enquis du taux d'avancement de l'aménagement extérieur, et "a ordonné de poursuivre la cadence de réalisation pour le parachèvement du projet dans les délais impartis", selon le communiqué.